

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

**Demande de renseignements de
l'Opposition officielle et du 2^e groupe d'opposition**

Avril 2015

**Ministère
des Finances**

Québec 

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015; et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
 - k) type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance.
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu
15. a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
16. a) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015; incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation, réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;

- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2015-2016;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
 - a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;Ventiler le montant total par catégorie.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
 - a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
34. Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
39. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
41. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés;
 - c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

43. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
44. Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.
48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :
 - a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
50.
 - a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.1	2014-04-01 2014-04-02	Toronto	Rencontre avec des investisseurs, des institutions financières et des émetteurs	1 954,59	Pichard, Guillaume Bouchard, Marie-Ève	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques Agente de recherche et de planification socio-économique Direction du financement à long terme et de la gestion des risques
1.2	2014-05-06 2014-05-08	Kanata, Ontario	Congrès du Conference Board du Canada	1 084,06	Fournier, Véronique	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse, de la planification et de l'information budgétaire
1.3	2014-05-14 2014-05-16	Ottawa	Colloque annuel de l'ASDEQ : Le Québec et l'économie mondiale	1 405,66	Gendron, Debbie Hébert, Francis Jutras, Marie-Ève	Directrice Direction de la modélisation et de l'analyse d'impacts Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie internationale et des marchés financiers
1.4	2014-05-25 2014-05-26	Ottawa	Colloque du Conference Board du Canada sur l'économie	383,60	Delisle, Julien	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne
1.5	2014-05-31 2014-06-04	Régina, Saskatchewan	Conférence annuelle des responsables de la politique budgétaire des ministères des Finances provinciaux, territoriaux et fédéral	2 810,65	Auger, Éric Pomerleau, Sébastien	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse, de la planification et de l'information budgétaire

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.6	2014-06-11	Toronto	Rencontre annuelle du comité des services financiers de l'Accord de coopération Québec / Ontario	984,99	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Bouchard, François	Directeur Direction du droit corporatif et de la solvabilité
					Bujold, Louis	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité
1.7	2014-06-15 2014-06-17	Whitehorse, Yukon	Forum pancanadien sur la gouvernance des organismes publics	1 648,64	Baghana, Rufin	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'organisation financière et des sociétés d'État
1.8	2014-06-16 2014-06-17	Boston	Rencontre avec des investisseurs financiers et assister à la conférence "2014 Global Central Bank and Sovereign Wealth Fund Conference"	2 099,24	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.9	2014-06-21 2014-06-27	Londres, Heathrow	Conférence "Euromoney" sur les financements des gouvernements et des entreprises	7 665,51	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.10	2014-06-22 2014-06-23	Charlottetown, IPE	Rencontre du Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières	6 088,66	Leitão, Carlos	Ministre des Finances
					Hallé, Andrée-Lyne	Attachée de presse
					Devirieux, Mélanie	Attachée politique
					Monty, Luc	Sous-ministre
					Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint
					Rhéaume, Pierre	Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif Directeur général
					Aboumrad, Benoît	Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des pratiques commerciales et du développement du secteur financier
1.11	2014-06-24 2014-06-27	Charlottetown, IPE	Réunion de l'Association canadienne des paiements	2 082,32	Ouellet, Gino	Directeur général
					Garneau, Harold	Direction générale des opérations bancaires et financières et des relations avec les agences de notation Directeur Direction de la gestion des fonds et des paiements

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.12	2014-07-06 2014-07-11	Edmonton, Calgary, Regina	Rencontre fédérale- provinciale des responsables du financement	5 138,66	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques
1.13	2014-07-08 2014-07-12	Régina, Saskatchewan	Rencontre annuelle des émetteurs provinciaux (rencontre fédérale- provinciale)	1 805,75	Parenteau, Nathalie	Directrice générale Direction générale du financement des organismes publics et de la documentation financière
1.14	2014-08-03 2014-08-06	St-Andrews By-The-Sea, Nouveau- Brunswick	Conférence annuelle des contrôleurs des finances canadiens	1 733,50	Falardeau, Simon-Pierre	Contrôleur des finances
					Miville, André	Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
1.15	2014-09-11	Toronto	Global Capital Canadian Public Sector Roundtable	1 710,91	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques
1.16	2014-09-21 2014-09-23	New York	Rencontre avec des représentants d'institutions financières	2 138,93	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
1.17	2014-09-29 2014-10-01	New-York	Bloomberg Fixed Income Conference	3 056,88	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.18	2014-09-29 2014-10-03	Boston, New-York, Philadelphie, Washington	Rencontres avec des investisseurs financiers et des représentants de banques	4 073,32	Bélanger, Alain Pichard, Guillaume	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques
1.19	2014-10-15 2014-10-16	Toronto	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des représentants d'institutions financières	4 263,44	Leitão, Carlos Caudron, Guillaume Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Ministre des Finances Directeur de cabinet Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.20	2014-11-20 2014-11-21	Toronto	Rencontre conjointe des conseils des ministres de l'Ontario et du Québec	1 441,90	Leitão, Carlos	Ministre des Finances

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.21	2014-12-14 2014-12-15	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	4 941,90	Leitão, Carlos	Ministre des Finances
					Hallé, Andrée-Lyne	Attachée de presse
					Monty, Luc	Sous-ministre
					Côté, Pierre L.	Sous-ministre adjoint Politiques aux particuliers, aux relations fédérales-provinciales et à l'économique
					Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales
1.22	2015-01-14 2015-01-15	Toronto	Rencontre avec des investisseurs et des membres du syndicat financier	2 621,96	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques
1.23	2015-01-18 2015-01-21	Zurich (Suisse)	Rencontre avec des représentants d'institutions financières	3 007,72	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
1.24	2015-02-24 2015-02-25	Toronto	Conférence sur les obligations vertes	883,52	Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme et de la gestion des risques

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- b) les coûts ventilés;**
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

<i>Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2014-2015.</i>

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Liste des dépenses en publicité

Projet	But visé	Firme de publicité ou fournisseur	Mode d’octroi	Dépense 2014-2015
Commission d'examen sur la fiscalité québécoise	Inviter les citoyens à s'inscrire et participer aux forums tenus dans les sept villes ciblées au Québec	Centre des services partagés du Québec ¹ <i>Placement médias</i>	Service de la publicité du CSPQ	22 171 \$
Consultations prébudgétaires 2015-2016	Attirer les internautes vers le site des consultations prébudgétaires	Centre des services partagés du Québec ¹ <i>Placement médias</i>	Service de la publicité du CSPQ	897 \$
Direction des ressources humaines MFQ	Recrutement de candidats fiscalistes	Centre des services partagés du Québec ¹ <i>Placement médias</i>	Service de la publicité du CSPQ	1 535 \$

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Liste des dépenses pour les communiqués de presse

Projet	But visé	Firme de publicité ou fournisseur	Mode d’octroi	Dépense 2014-2015
Diffusion des communiqués de presse (50)	Assurer une bonne diffusion des messages du ministre ou du Ministère	CNW	Contrat négocié	1 775 \$

¹ Le Service de la publicité du Centre des services partagés coordonne le placement médias pour le gouvernement du Québec.

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d’événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement.

DÉPENSES POUR 2014-2015

	Type d’événement	But visé	Coûts	Fournisseur
1.	Conférence de presse	Point sur la situation des finances publiques du Québec (02/12/2014)	Gratuit	Assemblée nationale
2.	Conférence de presse	Dépôt du rapport final du Groupe de travail sur le jeu en ligne (06/11/2014)	2 331 \$ 77 \$	Westin Hôtel & Resorts (location de salle + audiovisuel) Assystel (impression)
3.	Consultations publiques	Commission d’examen sur la fiscalité québécoise <ul style="list-style-type: none">du 20 au 24 octobre à Montréaldu 28 au 30 octobre à Québec	6 645 \$ 1 011 \$ 5 956 \$ 2 793 \$ 864 \$ 4 455 \$ 921 \$ 364 \$ 5 337 \$ 3 224 \$ 4 392 \$	Maison du développement durable (location de salles) Sûreté du Québec (sécurité à la Maison dév. durable) Freeman (audiovisuel) Traiteur Traiteur Hôtel Courtyard Marriott Montréal (hébergement) Hôtel Gouverneur (hébergement) Asystel (imprimeur) Hôtel Château-Laurier (location de salles + repas) Hôtel Château-Laurier (hébergement) Freeman (audiovisuel)

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) (suite)

	Type d'événement	But visé	Coûts	Fournisseur
4.	Forums citoyens	Commission d'examen sur la fiscalité québécoise (29 septembre au 9 octobre)	99 469 \$	Institut du Nouveau monde
		• le 29 septembre à Lévis	848 \$	Hôtel l'Oiselière Lévis (hébergement + location de salle)
		• le 1 ^{er} octobre à Sherbrooke	500 \$	Musée de la nature et des sciences de Sherbrooke (location de salle)
			391 \$	Hilton Montréal Bonaventure (hébergement)
		• le jeudi 2 octobre à Montréal	800 \$	Université du Québec à Montréal (UQAM) (location de salle)
			492 \$	Saltimbanques traiteur UQAM (repas)
			391 \$	Hilton Montréal Bonaventure (hébergement)
		• le lundi 6 octobre à Gatineau	2 614 \$	Four Points by Sheraton Gatineau-Ottawa (hébergement + location de salle)
		• le mardi 7 octobre à Rouyn-Noranda	2 079 \$	Hôtel Gouverneur Le Noranda (hébergement + location de salle)
		• le mercredi 8 octobre à Saguenay	1 747 \$	Hôtel le Montagnais Saguenay-Lac-Saint-Jean (hébergement + location de salle)
		• le jeudi 9 octobre à Rimouski	595 \$	CEGEP de Rimouski (location de salle)
			13 532 \$	Aéronolisement (transport)
5.	Conférence de presse	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (19/09/2014)	1 278 \$	Bell
6.	Activité de presse	Huis clos du budget 2014-2015 (04/06/2014)	42 954 \$	Expocité
			49 528 \$	Compass (traiteur)
			30 346 \$	Freeman (sonorisation, éclairage et projection)
			15 105 \$	Solotech (sonorisation et audiovisuel)
			6 200 \$	Bruno Tessier (tapis et chevalets)
7.	Conférence de presse	Point sur la situation des finances publiques du Québec	Gratuit	Assemblée nationale
8.	Activité de presse	Huis clos du budget 2015-2016 (26/03/2015)	40 770 \$	Centre des congrès de Québec (aménagement des salles)
			22 515 \$	CCQ (location de salles)
			46 359 \$	Capital HRS inc. (traiteur)
			19 757 \$	Freeman (sonorisation, éclairage et projection)
9.	Conférence de presse	Dépôt du rapport final de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise	3 845 \$	Centre des congrès de Québec (location de salles)
			4 505 \$	Aménagement des salles
			1 409 \$	Freeman (audiovisuel)
				Capital HRS inc. (traiteur)

L'ensemble des mandats ont été octroyés de gré à gré.

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

a) et b) Aucune somme n'a été dépensée en 2014-2015 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

ORGANISÉS PAR UNE FIRME EXTERNE :

d), g) et h)

Fournisseurs	But	Dépenses
Centre Microbur	Développement et maintien des compétences – Perfectionnement en français écrit	13 250 \$
CAMIQ Inc.	Développement et maintien des compétences – Perfectionnement en communication	3430 \$
Université à distance de l'Université du Québec (TÉLUQ)	Développement et maintien des compétences – Perfectionnement en français écrit	290 \$

e) Aucune somme n'a été dépensée en 2014-2015 auprès de firmes de publicité ou de communications concernant le type de dépenses visées.

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2014-2015 en matière de formation de communication organisée par le ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

- Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :**
- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);**
 - d) la date d'octroi du contrat;**
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
 - f) l’échéancier;**
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 31-03-2015 (en \$)	Mode d’octroi
Agora services de fiscalité	Étude portant sur les grandes orientations des pays occidentaux en matière de fiscalité	3 000	3 000	Gré à gré
Alain Pruneau	Services en informatique	8 000	4 970	Gré à gré
Alpha traduction et interprétation	Services de traduction simultanée	2 700	2 700	Gré à gré
C2 Innovations	Services en informatique	2 400	2 400	Gré à gré
Cabinet de traduction Dialangue	Services de traduction	9 500	574	Gré à gré
Daniel Maltais	Services de consultant – Évaluation du Comité ACCÈS Construction	24 500	3 440	Gré à gré
David Rancourt	Services de révision linguistique	9 550	7 548	Gré à gré
Edgar	Services de traduction	22 000	22 000	Gré à gré
ESI Technologies de l’information	Services de formation en informatique	9 000	1 073	Gré à gré
Jean Dubé	Services de consultant – Modélisation des prévisions de l’impôt des sociétés	24 500	18 482	Gré à gré
Jean Lavoie	Services de consultant – Expertise pour certaines applications informatiques	3 500	0	Gré à gré
Judy Quinn	Services de révision linguistique et correction d’épreuves	9 000	8 060	Gré à gré
Louis Courteau	Services de traduction et de révision linguistique	8 300	4 445	Gré à gré
Luc Godbout	Service de consultant	22 000	16 638	Gré à gré
Pierre Larochelle	Service de coordination linguistique de la traduction des documents budgétaires	15 000	15 000	Gré à gré

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 31-03-2015 (en \$)	Mode d’octroi
PricewaterhouseCoopers S.E.N.C.R.L.	Services de consultant - Travaux concernant les normes comptables applicables au PPP	19 800	18 000	Gré à gré
Renée Deveault	Services d’infirmière	9 000	6 702	Gré à gré
SAS Institute Canada inc.	Services de consultant en informatique	24 000	3 520	Gré à gré
SOM	Services relatifs à la réalisation de cinq études	16 275	16 275	Gré à gré
Stéphane Buydens	Étude portant sur les formes d’imposition à la consommation	6 500	6 500	Gré à gré
Traduction Tandem	Services de traduction	10 000	8 499	Gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

Q-8 Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro :	MFEQ-185		
Projet :	Mandat de soutien à la Direction principale des systèmes d'information.		
	Soumissionnaires		
	Momentum Technologies Inc.		
	Une seule soumission reçue		
	Soumissionnaire retenu :	Momentum Technologies Inc.	
	Prix :	550 080,00 \$	
	Justification :	Meilleur rapport qualité-prix	

Numéro :	MFEQ-184		
Projet :	Traduction et révision de documents du français vers l'anglais		
	Soumissionnaires		
	Aucune soumission reçue		
	Soumissionnaire retenu :	Aucun	
	Prix :		
	Justification :		

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-9 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP).

Article 17

Un contrat peut être modifié lorsque la modification en constitue un accessoire et n'en change pas la nature.

Toutefois, dans le cas d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification qui occasionne une dépense supplémentaire doit de plus être autorisée par le dirigeant de l'organisme public. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une telle modification. Dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut cependant excéder 10 % du montant initial du contrat.

Malgré le deuxième alinéa, une modification ne requiert pas d'autorisation lorsqu'elle résulte d'une variation du montant sur lequel doit s'appliquer un pourcentage déjà établi ou, sous réserve de l'article 12, d'une variation d'une quantité pour laquelle un prix unitaire a été convenu.

2006, c. 29, a. 17; 2012, c. 25, a. 7.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le coût;**
- d) l'échéancier;**
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Projet initié en 2014-2015

Nom du projet : MFQ-010	EISPB – Environnement informationnel du Secteur de la politique budgétaire
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	400 000 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	400 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	196 154 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	203 846 \$
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	49 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	À venir

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques : (suite)

Projets initiés en 2013-2014

Nom du projet : MFEQ-008	MAI – Migration assistée et tests automatisés du progiciel AvantGard Integrity
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	156 600 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	156 600 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	2013-2014 : 111 701 \$
	2014-2015 : 20 422 \$
	Total : 132 123 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	0 \$
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	100 % (Projet terminé le 2014-06-30)
Étude d’opportunité pour logiciel libre :	Non applicable

Nom du projet : MFQ-009	WIN7 – Mise à niveau des logiciels des postes de travail
Nature du projet :	Mise à niveau technologique
Montant initialement prévu :	869 800 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	869 800 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	2013-2014 : 619 878 \$
	2014-2015 : 122 632 \$
	Total : 742 510 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	127 290 \$
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	85 %
Étude d’opportunité pour logiciel libre :	Non applicable

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques : (suite)

Projets initiés en 2012-2013

Nom du projet : CF-010	EXTRANET - Site extranet du Contrôleur des finances
Nature du projet :	Refonte du site extranet transactionnel du Contrôleur des finances
Montant initialement prévu :	590 000 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	550 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	30 500 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	519 500 \$
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	5 % (Projet suspendu depuis le 2014-05-23)
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	Suspendu

Nom du projet : CF-009	TRANSMI – Transmission électronique des états financiers provenant des établissements et agences de la santé		
Nature du projet :	Développement informatique		
Montant initialement prévu :	270 800 \$		
Plus récents estimés du coût du projet :	50 900 \$		
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	2012-2013	:	7 600 \$
	2013-2014	:	18 300 \$
	2014-2015	:	9 000 \$
	Total	:	34 900 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	16 000 \$		
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	85 % (Projet suspendu depuis le 2015-01-07)		
Étude d’opportunité pour logiciel libre :	Non applicable		

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques : (suite)

Projet initié en 2011-2012

Nom du projet : MFQ-003	MSIFQ - Modernisation du système d'information du Fonds de financement et de Financement-Québec
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	2 707 615 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	2 707 615 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2015 :	2011-2012 : 620 350 \$ 2012-2013 : 675 295 \$ 2013-2014 : 580 828 \$ 2014-2015 : 649 917 \$
	Total : 2 526 390 \$
Estimation des coûts restant à déboursier :	451 225 \$
% de réalisation en date du 28 février 2015 :	85 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	Non applicable

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement :
 - I a) au Québec;
 - II. II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total
Photocopies	143 830 \$
Mobilier de bureau et ameublement	36 072 \$
Décoration et embellissement	3 088 \$
Distributeurs d'eau de source	917 \$
Frais de déplacements : <ul style="list-style-type: none">- Frais de transport- Frais d'hébergement- Frais de repas	<div>275 924 \$</div> <div>141 726 \$</div> <div>49 664 \$</div> <div>467 314 \$</div>
Frais d'accueil	5 976 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ¹ : <ul style="list-style-type: none">- au Québec- à l'extérieur du Québec	<div>210 054 \$</div> <div>1 620 \$</div>
	211 674\$

¹ Excluant les frais de déplacement mentionnés à la rubrique précédente.

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

Téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	219
Coût d'acquisition	960 \$
Coût d'utilisation	4 412 \$
Coût des contrats téléphoniques	57 205 \$
Coût de résiliation	0 \$
Fournisseurs	– B-Tel inc. (Bell Mobilité) – Rogers direct

Ordinateurs portables, IPad ou autre type de tablette électronique

Type de dépenses	Total
Coût d'acquisition	17 334 \$
Coût d'utilisation	1 370 \$
Coût des contrats	6 844 \$

Le Ministère n'utilise plus de téléavertisseurs.

- Q-15 a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.**
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.**
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

(suite)

- Q-15 i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.**
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).**
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.**
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

Q-15 Réponses

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d’âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d’emploi au 28 février 2015 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	0	0%	1	0,2%	54	9,9%	6	1,1%	0	0%	61	11,2%
Hommes de plus de 35 ans	10	1,8%	52	9,6%	136	25%	11	2%	1	0,2%	210	38,6%
Total - Hommes	10	1,8%	53	9,8%	190	34,9%	17	3,1%	1	0,2%	271	49,8%

Femmes de moins de 35 ans	0	0%	0	0%	42	7,7%	21	3,9%	0	0%	63	11,6%
Femmes de plus de 35 ans	0	0%	22	4%	138	25,4%	50	9,2%	0	0%	210	38,6%
Total - Femmes	0	0%	22	4%	180	33,1%	71	13,1%	0	0%	273	50,2%

Total hommes + femmes	10	1,8%	75	13,8%	370	68%	88	16,2%	1	0,2%	544	100%
-----------------------	----	------	----	-------	-----	-----	----	-------	---	------	-----	------

Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	0	0%	1	0,2%	96	17,6%	27	5%	0	0%	124	22,8%
Total Hommes + Femmes Plus de 35 ans	10	1,8%	74	13,6%	274	50,4%	61	11,2%	1	0,2%	420	77,2%
Grand total	10	1,8%	75	13,8%	370	68%	88	16,2%	1	0,2%	544	100%

Personnes handicapées de moins de 35 ans	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnes handicapées de plus de 35 ans	0	0%	0	0%	4	0,7%	2	0,4%	0	0%	6	1,1%
Total	0	0%	0	0%	4	0,7%	2	0,4%	0	0%	6	1,1%

Anglophones de moins de 35 ans	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Anglophones de plus de 35 ans	0	0%	1	0,2%	3	0,6%	0	0%	0	0%	4	0,7%
Total	0	0%	1	0,2%	3	0,6%	0	0%	0	0%	4	0,7%

Autochtones de moins de 35 ans	0	0%	0	0%	0	0%	1	0,2%	0	0%	1	0,2%
Autochtones de plus de 35 ans	0	0%	0	0%	2	0,4%	0	0%	0	0%	2	0,4%
Total	0	0%	0	0%	2	0,4%	1	0,2%	0	0%	3	0,6%

Communautés culturelles de moins de 35 ans	0	0%	0	0%	11	2%	3	0,6%	0	0%	14	2,6%
Communautés culturelles de plus de 35 ans	0	0%	3	0,6%	34	6,3%	3	0,6%	0	0%	40	7,4%
Total	0	0%	3	0,6%	45	8,3%	6	1,1%	0	0%	54	9,9%

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 28 février 2015, incluant le Fonds de financement.

c) Le nombre total de jours en maladie pris par le personnel en 2014-2015

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 ^{er} avril 2014 au 6 mars 2015
Cadres	156
Professionnels	2 313
Pers. de bureau et techniciens	576
Ouvriers	0
Autre catégorie ¹	0,5
Total	3 045,5

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2014-2015;

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	12	15	32	26
Professionnels	80	188	84	71
Pers. de bureau et techniciens	29	61	17	4
Ouvriers	0	0	0	1
Autre catégorie ¹	29	0	0	0
Total	150	264	133	102

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2014-2015 (argent, vacances, etc.)

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Catégorie de personnel	Nombre d’heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d’heures de travail compensées	Valeur des heures compensées	Nombre d’heures de travail payées	Rémunération des heures payées
Cadres	1028,99	0	0 \$	1028,99	60 646,20 \$
Professionnels	20 337,10	7 527,88	355 239,02 \$	12 809,22	631 489,00 \$
Pers. bureau et techniciens	5 554,86	1 470,01	55 073,60 \$	4 084,85	147 153,09 \$
Ouvriers	0	0	0 \$	0	0 \$
Autre catégorie ¹	73,81	0	0 \$	73,81	1708,41 \$
Total	26 994,76	8 997,89	410 312,62 \$	17 996,87	840 996,70 \$

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

Q-15 Réponses

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2014-2015

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres	51,5	19,5	70	526,5	677,5	105,5	60	20,5	173	89,5	34	35	1 862,5
Professionnels	265,5	173,5	685,5	2 076	2 517,5	413,5	211,5	162	634	305	181,5	149,5	7 775
Pers. de bureau et techniciens	78,5	64,5	154	542	725	80,5	62	24,5	199,5	58,5	37,5	70	2 096,5
Ouvriers	0	0	5	22	6	0	0	0	0	0	0	0	33
Autre catégorie ¹	0	0	3	7	16,5	0	0	0	0	0	0	0	26,5
Total	395,5	257,5	917,5	3 173,5	3 942,5	599,5	333,5	207	1 006,5	453	253	254,5	11 793,5

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2014-2015 par catégorie d'emploi

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	32	37	4	4
Professionnels	195	134	5	0
Pers. bureau et techniciens	59	21	1	0
Ouvriers	0	1	0	0
Autre catégorie ¹	29	0	0	0
Total	315	193	10	4

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2014-2015 (jusqu’au 28 février 2015)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

(2014-2015 : données au 28 février 2015)

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2014-2015	10	0
2013-2014	Voir annexe 15 J	
2012-2013	8	0
Cadres		
2014-2015	74	1
2013-2014	Voir annexe 15 J	
2012-2013	80	0
Professionnels		
2014-2015	367	3
2013-2014	Voir annexe 15 J	
2012-2013	328	3
Personnel de bureau et techniciens		
2014-2015	86	2
2013-2014	Voir annexe 15 J	
2012-2013	88	1
Ouvriers		
2014-2015	1	0
2013-2014	Voir annexe 15 J	
2012-2013	1	0

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Années	Niveau expert	Niveau émérite	Total
2014-2015	137	14	151
2013-2014	209	15	224
2012-2013	121	10	131

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

(données fournies par le CSPQ en date du 6 mars 2015)

Années	Nombre d'employés
2014-2015	64
2013-2014	71
2012-2013	57

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Q-15 Réponses

m) Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

(2014-2015 : données au 28 février 2015)

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2014-2015	10	0
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA
Cadres		
2014-2015	83	1
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA
Professionnels		
2014-2015	464	3
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA
Personnel de bureau et techniciens		
2014-2015	115	2
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA
Ouvriers		
2014-2015	1	0
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA
Agents de la paix		
2014-2015	0	0
2013-2014	Voir annexe 15 M	
2012-2013 ¹	NA	NA

Note : Nombre de postes autorisés, incluant le Fonds de financement.

¹ Pour l’année 2012-2013, le système SAGIR ne permettait pas d’effectuer un suivi des postes autorisés.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Annexe 15 J

L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) pour 2013-2014

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal	Laval	Montréal	Mauricie	Estrie	Outaouais	Chaudière-Appalaches	Centre-du-Québec	Lanaudière	Laurentides	Bas-Saint-Laurent	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Abitibi-Témiscamisque	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	TOTAL
Hors Cadres	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
Cadres	114	6	1	0	1	1	1	1	1	0	0	1	0	1	1	0	1	130
Professionnels	660	55	5	14	8	7	6	9	7	7	6	7	5	6	5	2	6	815
Personnel de bureau et techniciens	195	20	2	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0	2	246
Ouvriers	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	984	81	8	19	11	10	9	12	10	9	8	10	7	9	8	2	9	1 206

Annexe 15 M

Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail pour 2013-2014

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal	Laval	Montréal	Mauricie	Estrie	Outaouais	Chaudière-Appalaches	Centre-du-Québec	Lanaudière	Laurentides	Bas-Saint-Laurent	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Abitibi-Témiscamisque	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	TOTAL
Hors Cadres	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
Cadres	101	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	120
Professionnels	541	55	5	12	8	7	5	8	7	8	7	6	6	6	5	3	6	695
Personnel de bureau et techniciens	163	22	2	3	2	2	1	2	1	2	1	1	2	1	2	0	2	209
Ouvriers	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	819	82	8	16	11	10	7	11	9	11	9	8	9	8	8	3	9	1 038

- Q-16 a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.**
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.**
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

4 remplacements pour 9 départs (au 28 février 2015).

- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées**

2015-2016 :	10 départs / aucune indemnité
2016-2017 :	3 départs / aucune indemnité

- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

La Direction des ressources humaines n'a octroyé aucun contrat à des retraités de la fonction publique ou parapublique.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue St-Louis Québec (Québec) G1R 5L3	
Superficie louée :	12 705,03 m ²
Coût annuel de location :	3 033 567,60 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} avril 1987
Propriétaire de l’espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d’aménagement :	7 184,92 \$

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau Québec (Québec) G1R 5A1	
Superficie louée :	5 291,01 m ²
Coût annuel de location :	1 091 713,08 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l’espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d’aménagement :	Aucun

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook Québec (Québec) G1R 4J3	
Superficie louée :	6 201,62 m ²
Coût annuel de location :	1 397 529,12 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l’espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d’aménagement :	11 760,16 \$

CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue St-Antoine ouest Montréal (Québec) H2Y 3X7	
Superficie louée :	860,65 m ²
Coût annuel de location :	293 973,00 \$
Durée du bail :	8 avril 1992 au 31 décembre 2017
Propriétaire de l’espace loué :	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d’aménagement :	1 722,50 \$

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 (suite)

BUREAU DE LA CIRCONSCRIPTION DE ROBERT-BALDWIN 3869, boul. des Sources, Suite 203 Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9B 2A2	
Superficie louée :	159,20 m ²
Coût annuel de location :	32 040,84 \$
Durée du bail :	Du 1 ^{er} mai 2014 au 31 janvier 2018
Propriétaire de l’espace loué :	9177-3052 QUEBEC INC.
Coûts d’aménagement :	Aucun

- Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :**
- a) la ou les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Cabinet du ministre des Finances
(Carlos Leitão)
ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Coûts d'aménagement : Aucun

Cabinet du ministre des Finances
(Carlos Leitão)
CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Coûts d'aménagement : 1 722,50 \$

Bureau de la circonscription de Robert-Baldwin
(Carlos Leitão)
3869, boul. des Sources, Suite 203
Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9B 2A2
Coûts d'aménagement : Aucun

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l’entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l’adresse du port d’attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d’employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s’il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État.*

**Cabinet du ministre des Finances
Carlos Leitão***

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d’attache
Brownstein	Ryan	Attaché politique	Montréal
Caudron	Guillaume	Directeur de cabinet	Montréal
Cormier	Dominic	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Desmarais	Dorothy	Employée de soutien	Montréal
Desmarais	Renée	Attachée politique	Montréal
Devirieux	Mélanie	Attachée politique	Montréal
Gasse	Dominique	Attachée politique	Québec
Hallé	Andrée-Lyne	Attachée de presse	Québec
Michelakis	Nikolista	Employé de soutien	Montréal
Murray	Samuel	Attaché politique	Montréal
Nachabé	Yann Yehia	Attaché politique	Montréal
Opritian	Lucy	Attachée politique	Montréal
Quenneville	Olivier	Attaché politique	Montréal

Masse salariale du cabinet : 790 000 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 24 avril 2014 au 31 mars 2015	790 000 \$ (CT 213904 daté du 6 mai 2014)

* Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

Q-20 Liste des sommes d’argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale.**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.**

BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES	
Organismes	Montant (\$)
À l'Eau Péribonka	500
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	1000
Alchimies, créations et cultures	2000
AlterHéros	500
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	1000
Association Athlétique et Sociale Hull-Volant inc.	300
Association culturelle du Havre-Aubert (ACHA)	2000
Association culturelle Haïtienne « La Perle Retrouvée »	1000
Association des communautés culturelles et des artistes A.C.C.A	1000
Association des médias écrits communautaires du Québec	500
Association des personnes handicapées visuelles de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1000
Association internationale de science politique	1000
Association québécoise de prévention du suicide	500
Association québécoise de voile adaptée (A.Q.V.A.)	500
Association Québécoise des Jeunes Parlementaires	1000
Atelier Musical Panarmonia	2500
Autour du bébé, carrefour périnatal d'Ahuntsic	500
Baluchon Alzheimer	500
Canton de Godmanchester	500
Capsana inc.	500
Carrefour d'entraide Drummond inc.	1000
Carrefour d'Initiatives Populaires de Rivière-du-Loup	250
CEGEP de Chicoutimi	500
Centre Africain de Développement et d'Entraide inc.	500
Centre d'Aide à la Famille	1000
Centre d'alphabétisation communautaire et d'intégration sociale du Québec (CACISQ)	500
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	1000
Centre de Ressources Familiales du Haut St-Laurent	1000
Centre de service à l'enfance et à la famille La Maison des Petites Lucioles	1000
Challenger de Gatineau	500
Chœur de la Colline	500
Club de Soccer de Magog	400
Club des aînés Dollard-des-Ormeaux	1000
Club d'Haltérophilie de l'Ouest-de-l'Île (CHW)	500
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	1000
Collège Beaubois	1500
Comité canadien du centenaire du génocide des Arméniens	500
Comité organisateur du Festival des Harmonies du Québec inc.	500
Commission scolaire des Premières-Seigneuries (CS des Premières-Seigneuries)	200
Communauté des catholiques portugais (Diocèse de Montréal)	1000
Comptoir Alimentaire Drummond inc.	1000
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	1000
Corporation de l'Exposition agricole du Centre du Québec	2000
Corporation des Jeux de la francophonie canadienne Gatineau 2014	2000
Dialogue sciences et politiques	750
Éducaloi	275
Enfant-retour Québec	300
Entraide Bois-de-Boulogne	1000
Entraide communautaire des Îles inc.	2000
Entraide familiale de l'Outaouais inc.	1000
Équipe mobile en Alimentation	200
Équiterre	1000
Expo Soccer Montréal inc.	1000
Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer	250

Q-20 Liste des sommes d’argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme (suite)

Organismes	Montant (\$)
Femme en Affaires de la Capitale-Nationale	500
FestiBlues International de Montréal	1000
Festival de la Famille D’Argenteuil	1200
Festival de la Galette de Sarrasin inc.	1000
Festival de la truite mouchetée de St-Alexis-des-Monts inc.	500
Festival de musique émergente	1000
Festival des cultures Molokaï	1000
Festival international de la chanson de Granby	500
Festival international de théâtre jeune public du Québec [1992] inc.	200
Festival international des Rythmes du Monde	500
Festival Portugal International Montréal	375
Festival Quartiers Danses	500
Fête des Vendanges Magog-Orford	1000
Fierté Montréal	1000
Fondation Anna-Laberge	1000
Fondation Arts-Études	275
Fondation Autisme Montréal	500
Fondation des maladies du cœur du Québec	200
Fondation des pompiers du Québec pour les grands brûlés	500
Fondation Droit au Talent	1000
Fondation du Centre Jacques Cartier	1000
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	500
Fondation du CHU de Québec	1000
Fondation Émergence inc.	1000
Fondation En Vue de l’Institut Nazareth et Louis-Braille	500
Fondation Guy Chevette (FGC)	500
Fondation internationale des Cultures à partager	250
Fondation Jasmin Roy	1000
Fondation La rue des Femmes	1000
Fondation Serge Marcil	1000
Fonds 1804 pour la persévérance scolaire	1000
Fonds de développement Vanguard	250
Fort Causap au Royaume du saumon	500
Go le Grand défi inc.	500
Grand Défi de Victoriaville	300
Groupe ÉCOcitoyen (GÉCO)	1000
Groupe ÉCOSPHÈRE	3000
Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM)	1000
Institut Pacifique	500
Jeune Conseil de Montréal	200
Jeunesse au Soleil	1000
La Coupe Internationale les Enfants jouent pour les Enfants	2000
La Fabrique de la paroisse de Saint-Joachim (Pointe-Claire)	1000
La Fête du Lac des Nations inc.	500
La Fondation B.B.C.M.	1000
La Fondation canadienne du rein	1000
La Fondation du cégep du Vieux-Montréal	2000
La Fondation Portage	1000
La Ligue des Noirs du Québec	2000
La Maison d’hébergement pères et enfants de l’Estrie	1000
La Maison du Partage d’Youville inc.	2000
La Maisonnée Paulette Guinois	500
La Rencontre Châteauguoise	500
La Société St-Vincent de Paul de Québec	150
La Traversée Internationale du Lac Memphrémagog (2003) inc.	1000
L’Accueil d’Amos	500
L’Autre Escale	500
Le Circuit des Arts Memphrémagog	300
Le Cirque des Étoiles Memphrémagog	500
Le Comité d’action politique franco-québécois	500
Le Grand Chemin inc.	200
Le Tour cycliste de l’Abitibi inc.	1500
Légion Royale Canadienne (234)	500
L’Entre-Deux-Tournants	400
Les AmiEs de la Terre de Magog	300
Les amis de Samuel	250
Les Comptonales	2000

Q-20 Liste des sommes d’argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme (suite)

Organismes	Montant (\$)
Les Correspondances d'Eastman	750
Les habitations Oasis de Pointe Saint-Charles inc.	500
Les Impatients	500
Les Jeunes Entreprises du Québec inc.	1000
Les Petits Frères des pauvres	1000
Leucan inc.	1500
L'Heure des enfants	1000
L'Institut Portage	1000
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme inc.	500
Main-forte Montréal	500
Maison de jeunes Kekpart	500
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	600
Maison de la Famille du Grand-Portage	500
Maison des jeunes de Duberger	1000
Maison d'Hérelle	500
Maison La Vigile	500
Maison l'Océane	500
Mission chez nous	1500
Moisson Montréal inc.	1500
Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)	200
Noël dans le parc	1000
Nourri-Source - Montréal	200
Nouveaux Sentiers : Fondation pour l'avenir des Premières Nations	500
O Vertigo Danse inc.	1000
Opération Enfant Soleil	1000
Optimist International Canada	250
Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains	500
Pavillon d'Éducation Communautaire Hochelaga-Maisonneuve	500
Petites-Mains	1000
Pléiade Capital	1000
Projet Communic-Action	1000
Radio Centre-Ville Saint-Louis	500
Regroupement des familles monoparentales et recomposées de Laval	500
Regroupement interculturel de Drummond inc.	500
Regroupement québécois des maladies orphelines	500
Regroupement « Entre-Mamans » inc.	1000
Réseau Environnement inc.	1000
RSDO Regroupement des Séparés(es) et divorcés(es) de l'Ouest	200
Sainte-Flore... Rendez-Vous des peintres	500
Sentier Urbain	500
Société d'éducation pour le cyclisme à Montréal	500
Société pour les enfants handicapés du Québec	1000
Station Familles	1500
Sur le Chemin des artisans	500
Théâtre Lyrichoregra 20	3000
Théâtre Paradoxe	200
Théâtre Répercussion	1000
Tournoi de pêche de Saint-Siméon	1000
Un vélo, une ville	500
Unité Domrémy de Ville St-Pascal inc.	1000
Village sur glace de Roberval	500
Xpress Accès numérique	500

Q-20 Liste des sommes d’argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme (suite)

BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE RESPONSABLE DE REVENU QUÉBEC	
Organismes	Montant (\$)
Accalmie : Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	500
AQDR Beauce-Etchemins	500
Association des étudiants en droit de l’UQAM	500
Association des handicapés Val-Rosiers	500
Au Cœur des Familles Agricoles 2003	200
Centre communautaire des femmes actives	400
Centre d’amitié autochtone de Québec inc.	1000
Centre d’écoinitiatives populaires	500
Centre Humanitaire d’Organisation de Ressources et de Référence d’Anjou	1000
Centre multiethnique de Québec inc.	200
Chez Émilie, maison d’entraide populaire	1000
Club cycliste Élite	200
Club Roue Intérieure St-Georges de Beauce	200
Collège André-Grasset (1973) inc.	500
Communauté des catholiques portugais (Diocèse de Montréal)	1000
Communauté Sépharade Unifiée du Québec	3000
Contes en Îles	200
Corporation du Noël des enfants 2002	1000
École nationale d’administration publique (ENAP)	2500
Fondation de l’école St-Michel	200
Fondation Le Chaînon	500
Fondation pour l’alphabétisation	500
Fondation québécoise du cancer	500
Force Jeunesse inc.	500
Gai Écoute inc	400
La Chambre de Commerce et d’Industrie d’Abitibi-Ouest	2000
La Corbeille Bordeaux-Cartierville	1000
La Fondation de l’École Peter Hall	500
La Fondation Jean Marc Paquette	1000
La Fondation québécoise Aidons un enfant	1000
L’Arche L’Étoile inc.	1000
Le Bouclier Prévention	1000
Le Centre Communautaire l’Amitié	500
Le Noël du Bonheur inc.	500
Le Noël du Pauvre Cœur du Québec inc.	500
Le Piolet	1000
Les Banques alimentaires du Québec	5000
Les Groupes Populaires Associés de Drummond inc.	500
Maison de la Culture du Pic Champlain	500
Maison des Jeunes de Saint-Colomban	200
Maison d’hébergement jeunesse Roland-Gauvreau	200
Maison Félix-Leclerc de Vaudreuil	500
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse inc.	500
Maison SAM X	500
Marianopolis College	500
Moulin La Lorraine	1000
Origine Nord-Ouest	500
Partage-Action de l’Ouest-de-l’Île	4200
Partageons l’espoir [Québec]	500
Projet P.A.L. inc.	500
Refuge des Jeunes de Montréal	500
Service de Nutrition et d’Action Communautaire [SNAC]	1000
Service d’entraide de St-Jean-Chrysostome	500
Société de développement commerciale SDC Magog	200
Théâtre de Quat’Sous inc.	1000
Unité Domrémy de Val d’Or inc.	250
Université de Sherbrooke	1000
Violence info	500

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

<i>Aucune personne hors structure rémunéré par le ministère au 31 mars 2015.</i>
--

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2015-2016.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2015-2016;**
- c) par catégorie d'âge.**

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-24 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

- a) Le nom de la personne : Martine Leroux
- b) Le poste occupé : agente de secrétariat « 221-20 »
- c) Échelle de traitement : entre 33 001 \$ et 41 822 \$*
- d) L'assignation initiale : agente de secrétariat à Épargne Placement Québec
- e) L'assignation actuelle : toujours agente de secrétariat à Épargne Placement Québec
- f) La date de l'assignation hors structure : 22 avril 2003
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : ND

- a) Le nom de la personne : Bruno Vrain
- b) Le poste occupé : analyste en informatique et procédés administratifs -108
- c) Échelle de traitement : entre 40 557 \$ et 74 895 \$*
- d) L'assignation initiale : analyste en informatique et procédés administratifs -108 à la Croix-Rouge
- e) L'assignation hors structure : prêté à La Croix-Rouge comme analyste en informatique et procédés administratifs -108
- f) La date de l'assignation hors structure : 14 janvier 2013
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 3 mars 2015

* : Employés de niveau technique et professionnel, nous ne pouvons divulguer leur salaire en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant CAD
1	Agence comptable du B.A.P.O.I.A.	Problèmes économiques	171,03 \$
1	American Economic Association	American Economic Review & Licence	1 114,25 \$
1	Cambridge University Press	Journal of Financial Quantitatives Analysis	756,09 \$
1	Carswell, une division de Thomson Canada limitée	Taxnet pro Qué & fed consumption tax library	2 266,92 \$
1	Cedrom-Sni inc.	Eureka	9 591,00 \$
1	Communication Arts	Communication Arts	76,34 \$
1	Conference Board of Canada (The)	e-Library	41 875,00 \$
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	852,21 \$
1	Consensus Economics inc.	Consensus Forecasts	3 368,22 \$
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	979,11 \$
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	3 595,03 \$
1	Courrier International	Courrier international internet	105,47 \$
12	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de comptabilité de CPA Canada	1 140,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations CPA Canada	165,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Standards and Guidance Collection	165,00 \$
2	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection normes et recommandations CPA Canada	100,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Dictionnaire de la comptabilité Knotia	120,00 \$

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant CAD
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Financial Reporting in Canada under IFRS DVD	197,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide du praticien	340,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada - Comptabilité	230,00 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Subscription	95,00 \$
9	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection normes et recommandations CPA Canada	1 125,00 \$
1	De Boeck Digital SA	Bon usage (Le)	45,35 \$
1	De Marque inc.	Le Petit Robert en ligne	720,00 \$
1	Décision Média inc.	FORCES	29,95 \$
1	Deloitte & Touche Products Company LLC	Technical Library - Dart U.S. GAAP + IFRS + GASB	3 281,93 \$
1	Devoir inc. (Le)	Devoir (Le)	185,26 \$
1	Dow Jones	Wall Street Journal Digital Plus	397,02 \$
3	Economist, The	Economist (The)	676,41 \$
1	Édition Jewel Limitée (Les)	Bankruptcy of Corporations	160,00 \$
1	Éditions Juridiques FD inc., Les	Droit des compagnies annotés valeur mobilières	131,00 \$
1	Éditions Larivières	Micro Pratique	105,47 \$
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Droit transitoire civil sources	75,90 \$
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Loi Sociétés par action de Québec	515,95 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	66,50 \$
10	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	654,50 \$
6	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	395,50 \$

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant CAD
2	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	133,00 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Société par actions au Québec	628,00 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	209,50 \$
1	Euromoney	Euromoney	981,45 \$
1	Expansion, L'	Expansion (L')	81,46 \$
4	Financial Times Ltd	F.T. Com	1 836,09 \$
2	Foreign Affairs	Foreign Affairs	181,13 \$
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et Règlements du Canada	8 266,00 \$
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et Règlements du Québec	1 829,00 \$
2	Globe and Mail	Globe and Mail (The) internet	413.76 \$
1	Gluskin Sheff + Associates	Breakfast with Dave (à ajouter RF)	1 050,00 \$
1	Groupe Express-Roularta	Expansion Management Review	281,49 \$
1	Harvard Business Review	Harvard Business Review	155,78 \$
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 081,72 \$
1	IBFD Publications inc.	International VAT Monitor - Journal	179,82 \$
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe - Online	1 031,54 \$
1	Incisive Media PLC	Journal of risk	1 649,34 \$
1	Institut de recherche en politiques publiques	Option politiques	39,95 \$
1	John Wiley & Sons Inc.	Canadian Journal of Economics	437,93 \$
1	John Wiley & Sons Inc.	Fiscal Studies	814,31 \$
1	John Wiley & Sons Inc.	Journal of Finance (The)	762,29 \$

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant CAD
1	Journal de l'Assurance	Flash Finances	125,00 \$
1	Journal de Montréal (Le)	Journal de Montréal	135,20 \$
3	Journal les Affaires	Affaires (Les)	233,85 \$
1	JuneWarren-Nickle's Energy Group	Oilweek	119,00 \$
1	Maclean's Magazine	Maclean's Magazine	80,60 \$
1	Monde (Le)	Monde (Le) internet	278,58 \$
1	National Bureau of Economic Research inc.	NBER working paper series	2 299,35 \$
2	New York Times Digital	New York Times	294,64 \$
1	New York Times	New York Times (internet)	276,90 \$
1	Oracle Applications Users Group	OAUG	1 209,43 \$
1	Paradigme Affaires publiques inc.	49e Parallèle Magazine	18,00 \$
1	Québec Municipal	Québec Municipal Internet	500,00 \$
1	Revue Banque	Banque stratégie et Revue Banque - Le magazine	1 241,48 \$
1	Sage Publications inc.	Public Finance Review	1 456,33 \$
1	Solutions Novaxis inc.	Citation - Droit du travail en ligne	3 118,07 \$
1	Technical Analysis inc.	Stocks & Commodities	94,50 \$
1	Thomson Reuters	Banking & Finance Law Review	459,50 \$
1	Times	Times magazine	103,42 \$
1	Turpin Distribution Services Ltd.	Études économiques de l'OCDE	1 183,38 \$
1	Turpin Distribution Services Ltd.	L'observateur de l'OCDE	156,89 \$
1	TWX, Fortune Magazine	Fortune Magazine	90,83 \$

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant CAD
1	Université Laval	Cahiers de droit	57,17 \$
1	University of Toronto Press Inc.	Canadian Public Policy	255,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	433,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Assurance de personnes au Québec (L')	1 230,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Canadian goods & services tax reporter - DVD	1 736,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection APFF, combo impôt, taxes et planification financière, retraite et sucession (DVD)	2 698,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection fiscale du Québec - DVD	6 289,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection fiscale du Québec, taxes à la consommation - DVD	1 945,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 121,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Canada Corporation Law Reports - CD-ROM	2 250,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Canadian tax library plan with tax window library & tax cases archival - DVD & internet	15 163,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Droit corporatif canadien et québécois - CD-ROM	1 050,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Droit Immobilier Québécois	1 153,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Guide fiscal CCH intégré à la collection fiscale - DVD et internet	955,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ - DVD et Internet	1 414,00 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Provincial tax reports all provinces - DVD	4 450,00 \$

Q-26 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune somme n’a été déboursée à ces fins.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES
(www.finances.gouv.qc.ca)
regroupe aussi les sites :
BUDGET
(www.budget.finances.gouv.qc.ca)
et
FONDS DES GÉNÉRATIONS
(www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2006-2007/fonds_generations.asp)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

c) Coûts de construction du site

2000-2001
18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014-2015
Hébergement, infrastructure maintien de l'environnement	54 000 \$ (récurrent)
Sécurité entourant la mise en ondes du budget (budget juin 2014)	18 200 \$
Hébergement annuel et DNS	396 \$
Total	72 596 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

2006 – Réalisation à l’interne.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Le site est mis à jour quotidiennement selon les besoins exprimés par les différentes directions du Ministère.

Une équipe est responsable des contenus et alimente l'équipe Web d'EPQ pour l'intégration et la mise à jour des contenus.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES
LOCALES (SOFIL)**

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2007 – Réalisation à l’interne.

c) Coûts de construction du site

Aucun.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014-2015
Hébergement du site (CSPQ)	600 \$
DNS (11,00 \$/mois)	132 \$
Total	732 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour sur une base continue.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

**SITE INTERNET SUR LES CONSULTATIONS
PRÉBUDGÉTAIRES 2014-2015**
[\(<http://consultations.finances.gouv.qc.ca>\)](http://consultations.finances.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2009 – Ixmédia.
2010 – Ixmédia.
2011 – Amalgame.
2014 – Réalisation à l’interne.

c) Coûts de construction du site

23 000 \$ (construction du site incluant l’hébergement).

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Aucun.

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Variable en fonction des demandes.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Annuelle.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

**SITE INTERNET GROUPE D'EXPERTS POUR
UN FINANCEMENT AXÉ SUR LES PATIENTS**
2012-2013
(<http://www.santefinancementactivite.gouv.qc.ca/>)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

IXmédia en 2012.

c) Coûts de construction du site

7 900 \$.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014-2015
Mise à jour du site	0 \$
Hébergement annuel et DNS	300 \$
Total	300 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour mensuellement.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

**SITE INTERNET DES GROUPES DE TRAVAIL
ET CONSULTATIONS**
(www.groupes.finances.gouv.qc.ca)

Note : ce portail regroupe les commissions, les consultations et les groupes de travail initiés par le ministère des Finances depuis 2001, et ce, afin de réduire les coûts d’hébergement.

Il regroupe les sites suivants :

www.gesef.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l’encadrement du secteur financier
www.gtie.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l’investissement des entreprises (Rapport Fortin)
www.financementsante.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur le financement du système de santé (Rapport Castonguay)
www.gtaf.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie (Rapport Gagné)
www.desequilibrefiscal.gouv.qc.ca	Commission sur le déséquilibre fiscal
http://gttsp.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur la tarification des services publics

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

Réalisation à l’interne.

c) Coûts de construction du site

Aucun.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014-2015
Hébergement du site (CSPQ)	600 \$
DNS (11,00 \$/mois)	132 \$
Total	732 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Les sites Internet des groupes de travail et des consultations ont été regroupés dans un seul site afin de faciliter les recherches et de réduire les frais d’hébergement, résultant une économie récurrente de 5000 \$ par an.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Site d’archivage. Aucune mise à jour.

h) Responsable du contenu du site

Lorsqu’un site doit être archivé, l’équipe Web de la Direction des communications procède à l’intégration des contenus dans ce site.

SITE DE LA COMMISSION D’EXAMEN SUR LA FISCALITÉ QUÉBÉCOISE
<http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/accueil/>

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

Juillet 2014 - Libéo.

c) Coûts de construction du site

16 000 \$.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014 -2015
Mise à jour du site	1 200 \$
Hébergement annuel et DNS	600 \$
Total	1 800 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour régulièrement, selon les besoins et les documents à y déposer.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

SITE DES CONSULTATIONS POST BUDGÉTAIRES
<http://decouvrezlebudget.gouv.qc.ca/>

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

Juin 2014 – Réalisation à l’interne.

c) Coûts de construction du site

Aucun.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2014 -2015
Hébergement annuel et DNS (serveur dédié)	1 450 \$
Total	1 450 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Aucune.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

Q-28 Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.

Q-29 Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle dans les régions du Québec.

Q-30 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel de gestion 2014-2015 des ministères et organismes.

Q-31 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacements, etc.);**
- b) le nombre de ressources affectées;**
- c) le nombre de rencontres;**
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2 des Renseignements généraux.

Q-32 La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-33 Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-34 Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

<p><i>L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au <u>rapport annuel 2014-2015</u> des ministères et organismes.</i></p>

Q-35 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-36 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ALLOCATIONS PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2014-2015 – PART FÉDÉRALE

(en milliers de dollars)

	2014-2015
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence	458 219

Note : Les allocations de 2014-2015 à 2018-2019 sont basées sur les données du recensement de 2011. Pour 2019-2020 à 2023-2024, les allocations seront mises à jour pour refléter les données du recensement de 2016.

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS POUR L'ANNÉE 2014-2015 – PART FÉDÉRALE

(en milliers de dollars)

	2014-2015 ^e
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures	182 368
Infrastructures de transport en commun	100 821
TOTAL	283 189

e : estimé
Sources : Ministère des Finances et Infrastructure Canada

Q-37 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

<i>En 2014-2015, 287 300 \$ ont été versés pour des primes au rendement et des bonis</i>
--

Q-38 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

<i>Pour l'exercice financier 2014-2015, le montant total versé pour l'ensemble du Ministère est de 197 367 \$.</i>
--

Q-39 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-40 Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

<i>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</i>
--

Q-41 Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.**

<i>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</i>
--

Q-42 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

- Le ministère des Finances (MFQ) pilote 3 comités interministériels en 2014-2015.
- Les avis et recommandations de ces comités sont confidentiels au sens des articles 34 et 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du ministère des Finances, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Groupe de travail sur la révision du crédit solidarité (CIS)	Donner suite au rapport du Vérificateur général du Québec sur le CIS	RQ, MFQ	MFQ
2) Comité des domaines d'affaires du projet de migration V12 SAGIR	Comité responsable de l'intégration des besoins des processus d'affaires au regard des domaines d'affaires en ressources financières, matérielles et humaines en lien avec la migration à la version 12 du progiciel Oracle	MFQ, SCT, SQ	MFQ
3) ACCES (construction, tabac et alcool) — Comités	Travaux entourant la lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction, du tabac et des boissons alcooliques	Différents ministères et organismes	MFQ et MSP

Q-43 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-44 Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-45 Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-46 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l’élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Q-47 Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Q-48 **Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.**

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Q-49 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d’employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

a.1) Extraits du PARI 2014-2015 du MFQ

	SERVICES INTERNES	SERVICES EXTERNES	RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL	ACQUISITION ET LOCATION DE BIENS	FRAIS CONNEXES	TOTAL
ENCADREMENT	0,0	0,0	830,7	0,0	4,1	834,8
CONTINUITÉ	957,2	1 078,0	3 391,7	1 829,4	0,0	7 256,3
PROJETS	0,0	444,7	437,1	223,0	0,0	1 104,8
GRAND TOTAL	957,2	1522,7	4 659,5	2 052,4	4,1	9 195,9

a.2) Extraits du PARI 2014-2015 de Financement-Québec (FQ)

	SERVICES INTERNES	SERVICES EXTERNES	RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL	ACQUISITION ET LOCATION DE BIENS	FRAIS CONNEXES	TOTAL
PROJETS						
Modernisation du système d'information du Fonds de financement de de Financement-Québec (MSIFQ)	0,0	619,0	212,1	0,0	0,0	831,1
TOTAL	0,0	619,0	212,1	0,0	0,0	831,1

- b) Ces informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).
- d) La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.

Q-50 a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La masse salariale pour 2014-2015

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Les indemnités de retraite pour 2014-2015

9 départs / aucune indemnité

Q-51 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Veillez référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15 des renseignements généraux.

Q-52 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre de :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;**
- b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-53 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d’atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L’information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

Q-54 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.</i>

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

1. Indiquer le montant dépensé, pour chacune des cinq dernières années, par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières du Québec envers le gouvernement fédéral et qui ne sont pas réglées.
3. Liste des nouvelles mesures instaurées en 2014-2015 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
4. Pour chacune des mesures fiscales dont le taux a été réduit dans le cadre du budget 2014-2015, indiquer le nombre d'entreprises bénéficiaires pour chacune des cinq dernières années.
5. Évolution sur cinq ans de chaque source de revenu qui compose les revenus autonomes du gouvernement, en détaillant chacune des sources au maximum (c'est-à-dire, par exemple, pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, ainsi que chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).
6. Prévisions des coûts des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2015-2016, ainsi que les coûts pour les cinq dernières années. Fournir une ventilation par région.
7. Liste et copie de toutes les analyses et études produites au cours des cinq dernières années et portant sur la fiscalité des entreprises au Québec.
8. Comparaison, pour les cinq dernières années, du taux effectif marginal d'imposition (TEMI) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.
9. Taux d'emprunt des émissions de dette pour l'année 2015 et pour les cinq dernières années. Indiquer les écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins pour des termes comparables.
10. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.), pour chacune des cinq dernières années.
11. Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement relatives à l'industrie minière, pour chacune des cinq dernières années.
12. Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des dix dernières années.
13. Concernant l'entente intervenue le 24 septembre 2014 entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec, ainsi que l'entente intervenue le 24 septembre 2014 entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, fournir une ventilation de l'impact net pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.
14. Le 25 juin 2014, le Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières en est arrivé à un accord de principe pour continuer à développer le cadre d'une nouvelle entente de collaboration provinciale-territoriale qui reconnaîtra et maintiendra la capacité des provinces et des territoires à encadrer les valeurs mobilières. Fournir tous les détails, états de situation et montants dépensés en 2013-2014 pour la mise en place d'un tribunal administratif commun.

15. Le 25 juin 2014, le Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières en est arrivé à un accord de principe pour continuer à développer le cadre d'une nouvelle entente de collaboration provinciale-territoriale qui reconnaîtra et maintiendra la capacité des provinces et des territoires à encadrer les valeurs mobilières. Fournir tous les détails, états de situation et montants dépensés en 2013-2014 pour la mise en place d'une agence commune d'application des dispositions criminelles et quasi criminelles des lois en valeurs mobilières.
16. Nombre de rencontres téléphoniques et physiques entre des employés du ministère et une agence de notation financière pour l'année 2014-2015. Fournir les montants dépensés pour ces rencontres.
17. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PI B nominal pour chacune des dix dernières années.
18. État d'avancement et ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2015-2016 pour le Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif.
19. Détails et ventilation des mesures de « Contrôle des dépenses du gouvernement » totalisant 3,078 milliards, qui figurent dans le tableau 3 de la page 6 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 ».
20. À la page A8 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans les « Révisions du solde budgétaire pour 2013-2014 par rapport au budget 2014-15 », fournir tous les détails et une ventilation de chacune des « Dépenses de programmes » de 196 millions, de chacune des « Autres dépenses consolidées » de 506 millions et du « Service de la dette » de 10 millions, en précisant, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.
21. À la page A10 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans les « Mesures annoncées au budget 2014-2015 », fournir tous les détails et une ventilation des mesures modifiées ou abolies de la « Contribution des ministères et organismes » pour 2014-2015, totalisant 2,728 milliards.
22. À la page A26 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans le « Cadre financier consolidé de 2013-2014 à 2018-2019 », fournir tous les détails et une ventilation des « Revenus divers » pour 2014-2015, totalisant 9,242 milliards.
23. Pour chacune des mesures suivantes, dévoilées dans le « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », identifier les montants récoltés ou économisés pour 2014-2015, ainsi que le nombre d'entreprises et de particuliers touchés :
 - Modifications à l'organisation et à la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux;
 - Révision des transferts aux organismes municipaux;
 - Révision au financement des services de garde;
 - Révision des exemptions tarifaires accordées aux étudiants universitaires internationaux;
 - Révision de la contribution pénale liée à une amende;
 - Financement des opérations liées à l'administration des biens non réclamés;
 - Révision de l'aide fiscale visant à soutenir la procréation assistée;
 - Introduction de seuils de dépenses minimales admissibles aux crédits d'impôt à la R-D et au crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation;
 - Uniformisation des taux de crédits d'impôt à la R-D;
 - Surtaxe temporaire pour les institutions financières;
 - Abolition du taux réduit de la taxe sur le capital des sociétés d'assurance applicable aux primes d'assurance de personnes;
 - Réduction du taux de conversion des crédits d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles;
 - Harmonisation des critères d'admissibilité de la prime au travail à ceux de la prestation fiscale pour le revenu de travail du fédéral;
 - Abolition du taux réduit de la taxe sur les primes d'assurance à l'égard de l'assurance automobile;
 - Modifications relatives au droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteurs de forte cylindrée.

24. Liste et copie des études prises en compte pour appliquer les mesures dévoilées dans le « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 » :
- Modifications à l'organisation et à la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux;
 - Révision des transferts aux organismes municipaux;
 - Révision au financement des services de garde;
 - Révision des exemptions tarifaires accordées aux étudiants universitaires internationaux;
 - Révision de la contribution pénale liée à une amende;
 - Financement des opérations liées à l'administration des biens non réclamés;
 - Révision de l'aide fiscale visant à soutenir la procréation assistée;
 - Introduction de seuils de dépenses minimales admissibles aux crédits d'impôt à la R-D et au crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation;
 - Uniformisation des taux de crédits d'impôt à la R-D;
 - Surtaxe temporaire pour les institutions financières;
 - Abolition du taux réduit de la taxe sur le capital des sociétés d'assurance applicable aux primes d'assurance de personnes;
 - Réduction du taux de conversion des crédits d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles;
 - Harmonisation des critères d'admissibilité de la prime au travail à ceux de la prestation fiscale pour le revenu de travail du fédéral;
 - Abolition du taux réduit de la taxe sur les primes d'assurance à l'égard de l'assurance automobile;
 - Modifications relatives au droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteurs de forte cylindrée.

Q-1 Indiquer le montant dépensé, pour chacune des cinq dernières années, par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépenses 2014-2015 au 28 février 2015 (excluant la rémunération) : 2 837 163 \$

Frais d'opérations : 3 009 \$
Réunion, frais déplacement, formation, carburant, etc.

Acquisitions d'équipement et matériels 907 031 \$
Imprimantes, disques durs, renouvellement de licences, etc.

Services professionnels et techniques : 1 927 123 \$

- Internes :
 - CSPQ : 866 425 \$
- Externes : 1 060 698 \$
Fournisseurs (liens réseau et internet, services soutien aux licences, etc.) et consultants en informatique

Q-2 Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières du Québec envers le gouvernement fédéral et qui ne sont pas réglées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-3 Liste des nouvelles mesures instaurées en 2014-2015 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 45 des Renseignements généraux.

Q-4 Pour chacune des mesures fiscales dont le taux a été réduit dans le cadre du budget 2014-2015, indiquer le nombre d'entreprises bénéficiaires pour chacune des cinq dernières années.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-5 Évolution sur cinq ans de chaque source de revenu qui compose les revenus autonomes du gouvernement, en détaillant chacune des sources au maximum (c'est-à-dire, par exemple, pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, ainsi que chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).

Revenus consolidés - Évolution des revenus par source
(en millions de dollars)

	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15 ^P	2015-16 ^P
REVENUS AUTONOMES					
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS					
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	23 433	25 069	26 203	26 945	28 218
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	6 640	6 391	6 251	6 443	6 571
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS					
- Impôt sur le revenu	4 916	4 965	4 622	n.d.	n.d.
- Taxe sur le capital	17	0	0	n.d.	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	332	323	320	n.d.	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	377	387	443	n.d.	n.d.
- Taxe compensatoire	317	360	240	n.d.	n.d.
- <u>Sous-total aux impôts des sociétés</u>	5 959	6 035	5 625	5 723	6 447
IMPÔT FONCIER SCOLAIRE	1 526	1 577	1 786	1 909	2 030
SOUS-TOTAL	37 558	39 072	39 865	41 020	43 266
TAXES À LA CONSOMMATION					
VENTES AU DÉTAIL	13 203	12 542	13 264	13 985	14 556
CARBURANTS	2 064	2 150	2 310	2 327	2 425
TABAC	913	907	1 010	1 103	1 093
BOISSONS ALCOOLIKES ⁽¹⁾	440	480	551	501	527
SOUS-TOTAL	16 620	16 079	17 135	17 916	18 601
DROITS ET PERMIS					
RESSOURCES NATURELLES					
- Ressources forestières ⁽²⁾	3	6	226	270	305
- Ressources minières ⁽¹⁾	373	227	56	76	20
- <u>Ressources hydrauliques⁽¹⁾</u>	<u>4</u>	<u>6</u>	<u>4</u>	<u>3</u>	<u>3</u>
- Sous-total, ressources naturelles	340	199	286	349	328
AUTRES DROITS ET PERMIS	1 807	1 885	1 912	2 141	2 427
SOUS-TOTAL	2 147	2 084	2 198	2 490	2 755
REVENUS DIVERS					
VENTES DE BIENS ET SERVICES ⁽³⁾	366	369	395	395	407
INTÉRÊTS ⁽³⁾	455	488	407	363	495
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS ⁽³⁾	560	591	656	686	727
AUTRES REVENUS DIVERS	6 177	7 604	7 474	7 904	8 022
SOUS-TOTAL	7 558	9 052	8 932	9 348	9 651
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT					
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	1 000	1 030	1 003	1 021	1 040
LOTO-QUÉBEC	1 196	1 194	1 055	1 020	1 130
HYDRO-QUÉBEC	2 549	919	3 333	3 179	2 645
AUTRES	4	89	39	46	42
SOUS-TOTAL	4 749	3 232	5 430	5 266	4 857
REVENUS DU FONDS DES GÉNÉRATIONS	840	961	1 121	1 253	1 586
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	69 472	70 480	74 681	77 293	80 716

P : Prévisions du budget 2015-2016.
(1) Après versement au Fonds des générations de 100 M\$ des revenus de boissons alcooliques à compter de 2014-2015, de 116 M\$ des revenus miniers en 2015-2016 et des redevances hydrauliques passant de 591 M\$ en 2011-2012 à 756 M\$ en 2015-2016.
(2) Avant 2013-2014, les crédits sylvicoles étaient financés en diminution des revenus. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau régime forestier le 1^{er} avril 2013, les travaux sylvicoles sont dorénavant assumés par un relèvement des dépenses consolidées par le gouvernement.
(3) Le détail des revenus présentés correspond seulement à ceux du fonds général.

Revenus consolidés - Évolution des revenus par source (suite)
(en millions de dollars)

	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15 ^P	2015-16 ^P
TRANFERTS FÉDÉRAUX					
PÉRÉQUATION	7 815	7 391	7 833	9 286	9 521
PAIEMENT DE PROTECTION	369	362			
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ	4 511	4 792	5 290	5 282	5 599
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET LES AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX	1 488	1 486	1 534	1 588	1 609
AUTRES PROGRAMMES	2 755	2 753	2 856	2 564	2 715
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA TVQ À LA TPS		733	1037		
TOTAL DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	16 938	17 517	18 550	18 720	19 444
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	86 410	87 997	93 231	96 013	100 160

P : Prévisions du budget 2015-2016.

Q-6 Prévisions des coûts des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2015-2016, ainsi que les coûts pour les cinq dernières années. Fournir une ventilation par région.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-7 Liste et copie de toutes les analyses et études produites au cours des cinq dernières années et portant sur la fiscalité des entreprises au Québec.

- Des analyses relatives à la fiscalité des entreprises ont été produites au cours de la période en lien avec la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise qui a déposé son rapport au mois de mars 2015. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/accueil/>

- De plus, dans le cadre de la commission, plusieurs études ont été commandées et sont disponibles en ligne à la même adresse :
 - ADES, Julie, et autres. *Fiscalité et aide publique aux entreprises : Revue de la littérature et analyse*, Institut du Québec, novembre 2014;
 - ALEPIN, Brigitte. *Synthèse de la Conférence « The Impact of Globalisation on Taxation » – Pour le compte de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, Agora Fiscalité, novembre 2014;
 - CHARLET, Alain, et Stéphane BUYDENS. *L'expérience internationale et les tendances actuelles en matière d'impôt sur la consommation*, novembre 2014;
 - DUCLOS, Jean-Pierre, et autres. *La fiscalité québécoise et l'incitation au travail*, Chaire de recherche Industrielle Alliance sur les enjeux économiques des changements démographiques, décembre 2014;
 - E&B DATA. *Revue des programmes de crédits d'impôt à la Nouvelle Économie*, décembre 2014;
 - FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. *Tendances récentes et perspectives dans les réformes de l'imposition directe – Note technique préparée à l'intention de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, Département des finances publiques, novembre 2014;
 - GAGNON, Luc, Jean-François LEFEBVRE et Jonathan THÉORÊT, en collab. avec Réjean BENOIT et Michelle CRAIG. *Modalités et avantages d'une réforme fiscale écologique pour le Québec : Mythes, réalités, scénarios et obstacles*, [Rapport], Groupe de recherche appliquée en macroécologie, novembre 2014;
 - KESSELMAN, Jonathan Rhys. *La fiscalité et l'incitation à l'épargne des ménages québécois – Document à l'intention de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, novembre 2014;
 - LARIN, Gilles N., Lyne LATULIPPE et Marwah RIZQY, en collab. avec Carmina CHAN. *La fiscalité internationale et interprovinciale au Québec – Étude pour la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, novembre 2014;
 - MONTMARQUETTE, Claude, Matthieu STRUB et Louis LÉVY-GARBOUA. *La tarification des services publics : un mode de financement à privilégier au Québec – Rapport de projet*, CIRANO, novembre 2014;
 - PINEAU, Pierre-Olivier. *L'électricité au Québec : Faire entrer le secteur dans le 21^e siècle – Rapport soumis à la Commission d'examen de la fiscalité québécoise*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, octobre 2014;
 - POUYA, Ebrahimi, Marylène ROY et François VAILLANCOURT. *L'incidence de l'impôt sur les bénéfices des taxes sur la masse salariale et des taxes générales sur les transactions : revue des écrits et résultats pour le Canada, 2000-2012 – Rapport de projet*, CIRANO, novembre 2014;
 - RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON. *Les mesures favorisant l'investissement au Québec – Analyse comparative des pratiques autour du globe*, novembre 2014;
 - KPMG. *Le soutien fiscal à la R-D au Québec – État des lieux et analyses comparatives avec d'autres territoires*, décembre 2014;

Q-7 Liste et copie de toutes les analyses et études produites au cours des cinq dernières années et portant sur la fiscalité des entreprises au Québec. (suite)

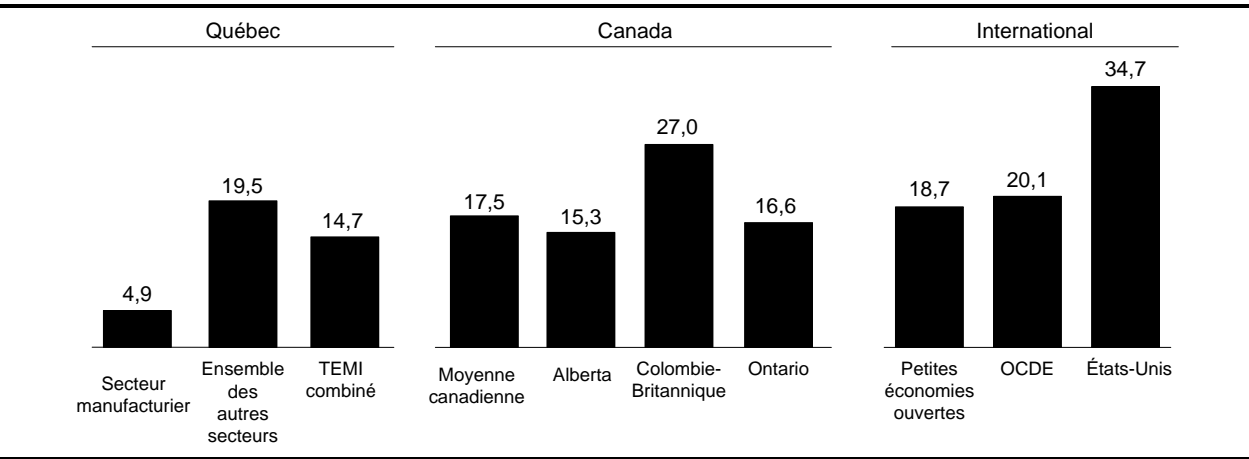
- KPMG. *Analyse des mesures fiscales destinées aux entreprises du secteur culturel*, novembre 2014;
- ST-CERNY, Suzie. *La fiscalité québécoise et l'utilisation des mesures fiscales destinées aux particuliers – Étude préparée pour la Commission d'examen de la fiscalité québécoise*, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, octobre 2014;
- WEN, Jean-François, Bev DAHLBY et Ergete FEREDÉ. *Les implications des distorsions fiscales sur la réforme fiscale au Québec*, novembre 2014.
- Les autres études, les notes internes et les analyses non publiées ne sont pas communiquées lorsque de tels documents contiennent des avis ou des recommandations qui peuvent être destinés soit au ministre ou au gouvernement ou encore qui sont partis à un processus décisionnel en cours. Ces documents demeurent confidentiels au sens des articles 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Q-8 Comparaison, pour les cinq dernières années, du taux effectif marginal d'imposition (TEMI) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.

- Les TEMI sont présentés dans une perspective prospective, c'est-à-dire en prenant en compte les modifications annoncées à la fiscalité.
 - Ainsi, le MFQ ne fait pas de comparaisons annuelles, mais des comparaisons du TEMI à terme selon les paramètres connus au moment de chaque publication.
 - À cet égard, la méthodologie du MFQ est harmonisée avec celle du gouvernement fédéral afin que les TEMI publiés soient comparables.
- De 2009 à 2013, les TEMI ont été publiés dans *Le profil économique et financier du Québec* disponible à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca
- Pour 2014, la comparaison des TEMI a notamment été publiée dans le volume 3 du rapport final de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise disponible à l'adresse suivante : www.examenfiscalite.gouv.qc.ca.
- Les TEMI ne doivent pas être comparés entre les éditions puisque la méthodologie est mise à jour entre les éditions.

Commission d'examen sur la fiscalité québécoise – Rapport final

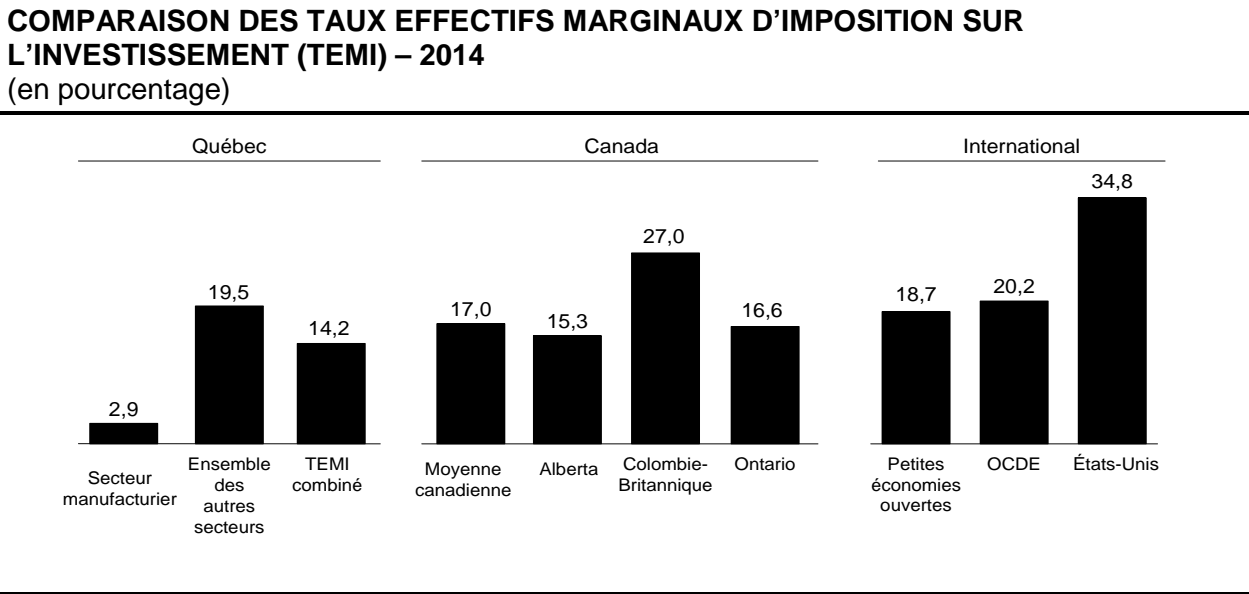
COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)⁽¹⁾ – 2014
(en pourcentage)



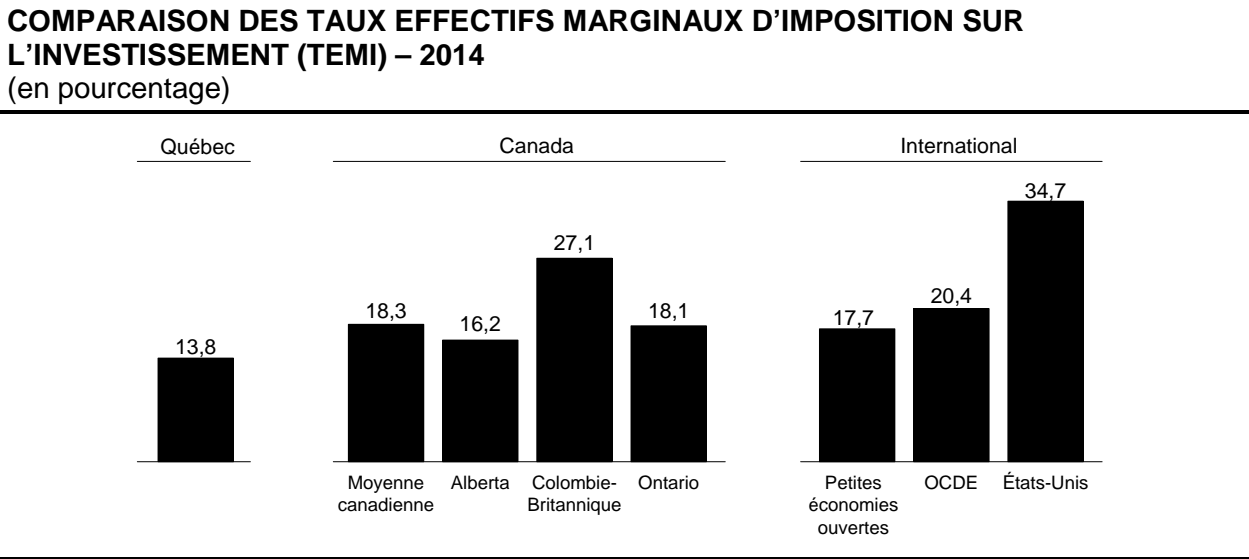
(1) Les TEMI sont une mesure théorique de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements pour les entreprises ayant un actif supérieur à 15 M\$

Q-8 Comparaison, pour les cinq dernières années, du taux effectif marginal d'imposition (TEMI) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8. (suite)

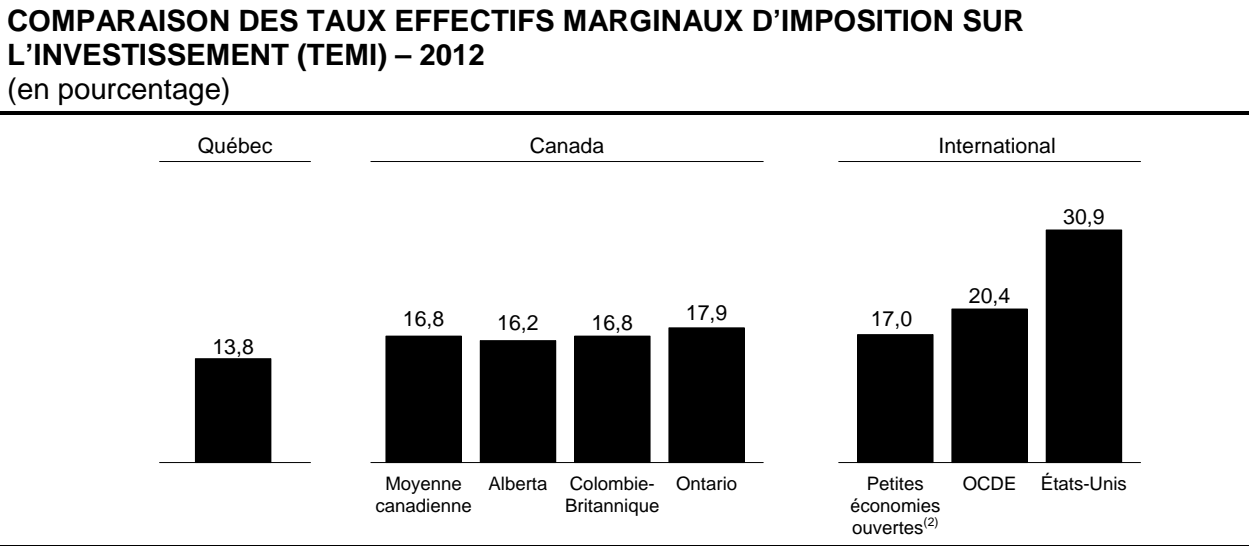
Profil économique et financier - Édition 2013



Profil économique et financier - Édition 2012



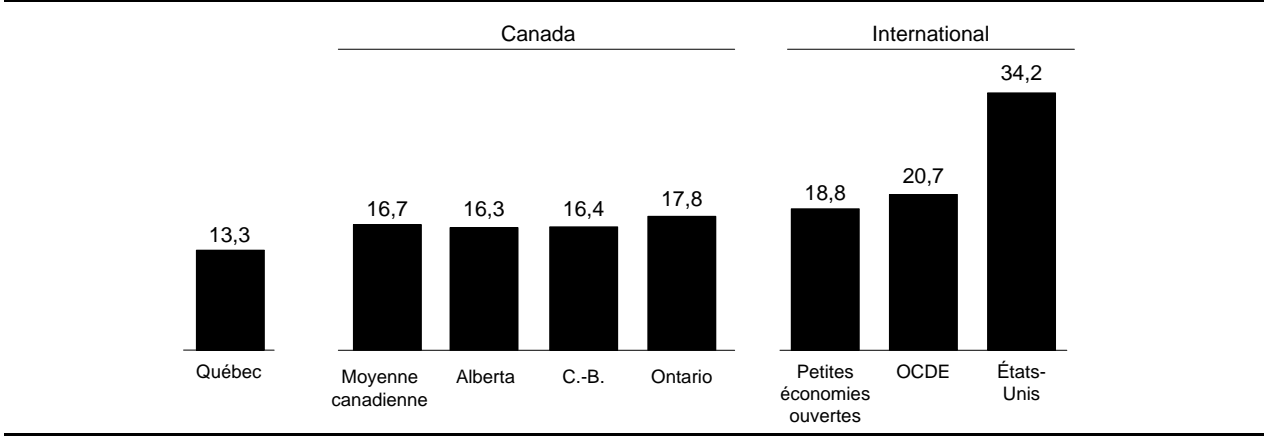
Profil économique et financier - Édition 2011



Q-8 Comparaison, pour les cinq dernières années, du taux effectif marginal d'imposition (TEMI) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8. (suite)

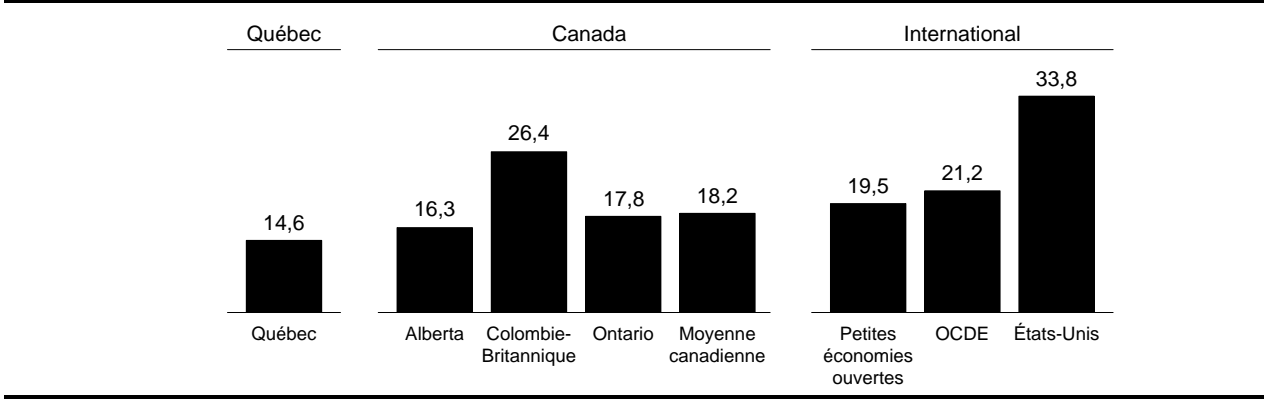
Profil économique et financier - Édition 2010

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI) – 2012
(en pourcentage)



Profil économique et financier - Édition 2009

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI) – 2012
(en pourcentage)



Q-9 Taux d'emprunt des émissions de dette pour l'année 2015 et pour les cinq dernières années. Indiquer les écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins pour des termes comparables.

TAUX DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS À ÉCHÉANCE DE 10 ANS
(en pourcentage)

	Québec	Ontario	Écart (en points de pourcentage)
2009	4,36	4,25	0,11
2010	4,08	4,03	0,05
2011	3,67	3,62	0,05
2012	2,96	2,87	0,09
2013	3,26	3,19	0,07
2014	3,15	3,09	0,06

Source : PC-Bond.

Q-10 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.), pour chacune des cinq dernières années.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-11 Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement relatives à l'industrie minière, pour chacune des cinq dernières années.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-12 Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des dix dernières années.

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

Q-13 Concernant l'entente intervenue le 24 septembre 2014 entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec, ainsi que l'entente intervenue le 24 septembre 2014 entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, fournir une ventilation de l'impact net pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.

Le Ministère a acheminé cette question au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Q-14 Le 25 juin 2014, le Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières en est arrivé à un accord de principe pour continuer à développer le cadre d'une nouvelle entente de collaboration provinciale-territoriale qui reconnaîtra et maintiendra la capacité des provinces et des territoires à encadrer les valeurs mobilières. Fournir tous les détails, états de situation et montants dépensés en 2013-2014 pour la mise en place d'un tribunal administratif commun.

Il n'y a eu aucune dépense pour la mise en place d'un tribunal administratif commun.

Q-15 Le 25 juin 2014, le Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières en est arrivé à un accord de principe pour continuer à développer le cadre d'une nouvelle entente de collaboration provinciale-territoriale qui reconnaîtra et maintiendra la capacité des provinces et des territoires à encadrer les valeurs mobilières. Fournir tous les détails, états de situation et montants dépensés en 2013-2014 pour la mise en place d'une agence commune d'application des dispositions criminelles et quasi criminelles des lois en valeurs mobilières.

Il n'y a eu aucune dépense pour la mise en place d'une agence d'application de dispositions criminelles et quasi-criminelles des lois en valeurs mobilières.

Q-16 Nombre de rencontres téléphoniques et physiques entre des employés du ministère et une agence de notation financière pour l'année 2014-2015. Fournir les montants dépensés pour ces rencontres.

Le gouvernement du Québec reçoit une cote de crédit de la part de cinq agences de notation :

- Moody's;
- Standard & Poor's;
- Fitch Ratings;
- DBRS;
- Japan Credit Rating Agency (JCR).

Le personnel du ministère des Finances rencontre les représentants de chaque agence de notation une fois par année après l'adoption du Budget par l'Assemblée nationale.

Ces rencontres se déroulent dans les bureaux du ministère des Finances à Québec.

Au total, les rencontres ont donné lieu à une dépense de 1 031,95 \$ représentant le coût des repas pris par les participants pendant les rencontres de travail avec les 5 agences de notation.

Q-17 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.

- Le calcul de l'élasticité est produit pour la période 2009-2010 à 2015-2016, puisqu'il est maintenant présenté sur une base consolidée, conformément à la nouvelle présentation budgétaire.
- De façon générale, l'élasticité moyenne observée des revenus au PIB nominal est de l'ordre de 1,0. Ainsi, une hausse de 1 % du PIB nominal implique généralement une augmentation de 1 % des revenus autonomes.
- Pour la période de 2009-2010 à 2015-2016, l'élasticité annuelle moyenne est de 0,9.
 - Pour établir l'élasticité des revenus au PIB, il est nécessaire de ramener les revenus sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant l'impact financier des mesures prises par le gouvernement.
- Sur une base annuelle, l'élasticité peut être différente de 1 puisque les assiettes taxables n'évoluent pas toujours de façon proportionnelle au PIB.

ÉLASTICITÉ DES REVENUS AUTONOMES CONSOLIDÉS EXCLUANT LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT – 2009-2010 À 2015-2016

(en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Revenus autonomes consolidés	61 494	65 370	69 472	70 480	74 681	77 293	80 716
Entreprises du gouvernement	4 878	4 838	4 749	3 232	5 430	5 266	4 857
Revenus autonomes consolidés excluant les entreprises du gouvernement	56 616	60 532	64 723	67 248	69 251	72 027	75 859
<i>Variation en %</i>		6,9	6,9	3,9	3,0	4,0	5,3
Mesures affectant l'évolution des revenus⁽¹⁾							
Budget 2015-2016	—	—	—	—	—	—	1
Point de décembre 2014	—	—	—	—	—	120	626
Budget 2014-2015	—	—	—	—	—	333	304
Budget 2013-2014	—	—	—	95	458	646	716
Contribution santé progressive et hausse d'impôt pour les contribuables à haut revenu	—	252	609	1 002	950	1 119	1 148
Indexation de l'électricité patrimoniale	—	—	—	—	—	71	105
Budget 2012-2013	—	—	—	2	–11	66	371
Harmonisation de la TVQ à la TPS ⁽²⁾	—	—	—	55	245	255	270
Budget 2011-2012	—	—	–8	–35	–59	–79	–124
Budget 2010-2011	—	363	1 001	1 998	2 197	2 114	2 160
Budget 2009-2010	6	572	1 555	1 920	2 385	2 455	2 455
Autres mesures ⁽³⁾ et redressements	–1 808	–2 084	–2 361	–2 449	–2 449	–2 625	–2 449
Sous-total - mesures affectant l'évolution des revenus	–1 802	–897	796	2 588	3 716	4 474	5 582
Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement avant mesures	58 418	61 429	63 927	64 660	65 535	67 553	70 277
<i>Variation en %</i>		5,2	4,1	1,1	1,4	3,1	4,0
<i>Croissance du PIB nominal (année civile)</i>		4,5	4,9	3,4	1,5	3,5	3,8
<i>Élasticité</i>		1,2	0,8	0,3	0,9	0,9	1,1

1. Impacts financiers des mesures tels que publiés dans les documents budgétaires. Cependant, seules les mesures ayant des effets sur les revenus consolidés ont été retenues.

2. Élimination des RTI pour la fourniture de services financiers et abolition de la taxe compensatoire des institutions financières.

3. Mesures des budgets 2007-2008, de la déclaration ministérielle de juin 2007, du budget 2008-2009, du Point 2008 et de l'énoncé économique de janvier 2009.

Q-18 État d'avancement et ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2015-2016 pour le Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif.

Le Ministère a acheminé cette question au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.

Q-19 Détails et ventilation des mesures de « Contrôle des dépenses du gouvernement » totalisant 3,078 milliards, qui figurent dans le tableau 3 de la page 6 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-20 À la page A8 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans les « Révisions du solde budgétaire pour 2013-2014 par rapport au budget 2014-15 », fournir tous les détails et une ventilation de chacune des « Dépenses de programmes » de 196 millions, de chacune des « Autres dépenses consolidées » de 506 millions et du « Service de la dette » de 10 millions, en précisant, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-21 À la page A 10 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans les « Mesures annoncées au budget 2014-2015 », fournir tous les détails et une ventilation des mesures modifiées ou abolies de la « Contribution des ministères et organismes » pour 2014-2015, totalisant 2,728 milliards.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-22 À la page A26 du « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », dans le « Cadre financier consolidé de 2013-2014 à 2018-2019 », fournir tous les détails et une ventilation des « Revenus divers » pour 2014-2015, totalisant 9,242 milliards.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-23 Pour chacune des mesures suivantes, dévoilées dans le « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 », identifier les montants récoltés ou économisés pour 2014-2015, ainsi que le nombre d'entreprises et de particuliers touchés :

- Modifications à l'organisation et à la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux;
- Révision des transferts aux organismes municipaux;
- Révision au financement des services de garde;
- Révision des exemptions tarifaires accordées aux étudiants universitaires internationaux;
- Révision de la contribution pénale liée à une amende;
- Financement des opérations liées à l'administration des biens non réclamés;
- Révision de l'aide fiscale visant à soutenir la procréation assistée;
- Introduction de seuils de dépenses minimales admissibles aux crédits d'impôt à la R-D et au crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation;
- Uniformisation des taux de crédits d'impôt à la R-D;
- Surtaxe temporaire pour les institutions financières;
- Abolition du taux réduit de la taxe sur le capital des sociétés d'assurance applicable aux primes d'assurance de personnes;
- Réduction du taux de conversion des crédits d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles;
- Harmonisation des critères d'admissibilité de la prime au travail à ceux de la prestation fiscale pour le revenu de travail du fédéral;
- Abolition du taux réduit de la taxe sur les primes d'assurance à l'égard de l'assurance automobile;
- Modifications relatives au droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteurs de forte cylindrée.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-24 Liste et copie des études prises en compte pour appliquer les mesures dévoilées dans le « Point sur la situation économique et financière du Québec. Automne 2014 » :

- Modifications à l'organisation et à la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux;
- Révision des transferts aux organismes municipaux;
- Révision au financement des services de garde;
- Révision des exemptions tarifaires accordées aux étudiants universitaires internationaux;
- Révision de la contribution pénale liée à une amende;
- Financement des opérations liées à l'administration des biens non réclamés;
- Révision de l'aide fiscale visant à soutenir la procréation assistée;
- Introduction de seuils de dépenses minimales admissibles aux crédits d'impôt à la R-D et au crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation;
- Uniformisation des taux de crédits d'impôt à la R-D;
- Surtaxe temporaire pour les institutions financières;
- Abolition du taux réduit de la taxe sur le capital des sociétés d'assurance applicable aux primes d'assurance de personnes;
- Réduction du taux de conversion des crédits d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles;
- Harmonisation des critères d'admissibilité de la prime au travail à ceux de la prestation fiscale pour le revenu de travail du fédéral;
- Abolition du taux réduit de la taxe sur les primes d'assurance à l'égard de l'assurance automobile;
- Modifications relatives au droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteurs de forte cylindrée.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA 2^E OPPOSITION

Table des matières

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2014, indiquer :
 - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer :
 - le lieu ;
 - le coût ;
 - la ou les dates de participation ;
 - le nombre de participants ;
 - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :
 - son mandat ;
 - la liste des membres ;
 - le budget dépensé ;
 - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère (MTQ et CGER) en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.
11. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 201-2015 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 :
 - le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :
 - le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques;
 - le montant dépensé par le département des affaires publiques;
 - le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
15. Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du Budget 2012-2013 de mars 2012, de celui de 2013-2014 de novembre 2012, le premier de 2014-2015 en février 2014 et le deuxième de 2014-2015 en mai 2014. Détailler, les principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.
16. Liste des organismes présents lors du huis clos du Budget 2015-2016.
17. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années.
18. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.
19. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant la RRQ incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.
20. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.
21. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.

22. Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2014-2015.
23. Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.
24. Ventilation par ministère et organisme des facteurs qui expliquent le solde budgétaire de – 3100 M\$ pour 2013-2014, le -5 868 M\$ pour 2014-2015 et le -7 608 M\$ présenté en page A.21 du plan budgétaire de 2014-2015.
25. La ventilation par ministère et organismes des efforts demandés totalisant 1 187 M\$ pour arriver à l'équilibre budgétaire, tel qu'indiqué en page A.13 du plan budgétaire de 2015-2016.
26. Ventilation par ministère et organisme des facteurs qui expliquent le solde budgétaire - 7 274 M\$ pour 2015-2016, présenté en page A.21 du plan budgétaire de 2015-2016.
27. Détail des plans pour respecter les objectifs en 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
28. Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes.
 - Hausse des taxes spécifique sur le tabac
 - Diminution des transferts municipaux
 - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées
 - Hausse de la contribution des institutions financières
 - Hausse de charges de l'État imputable au régime de retraite des employés de l'État
 - Modulation des frais de garderies en fonction des revenus des particuliers
 - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec
 - Hausse des tarifs de service de garde
 - Impact des hausses du service de garde sur le taux d'activité des femmes sur le marché du travail
 - Hausse de taxes scolaires 2015-2016 et 2015-2016
29. Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
30. Étude, rapport, analyse ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez :
 - Objectifs et critères d'évaluation
 - Les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région,
 - Les résultats économiques de chaque région
 - Toute autre mesure de performance.
31. Pour chacune des dépenses fiscales aux individus pour l'année 2009 à 2014 indiquez le nombre de contribuables ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement fiscal
32. Pour chacune des dépenses fiscales aux entreprises pour l'année fiscale de 2009 à 2014, indiquez le nombre de sociétés ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement
33. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2013-2014
34. Copie de toutes études, analyses ou rapports sur l'impact de la consommation et le poids du fardeau fiscal sur l'économie.
35. Copie de toutes études, analyses ou rapports qui portent sur l'impact du prix du pétrole et des hydrocarbures sur la péréquation.

36. Évolution détaillée depuis 2003-2004 de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donnée de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et compensatoires)
37. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2013-2014 et prévision pour 2015-2016. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région
38. Taux d'emprunt des émissions de dette depuis 2009. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et des provinces canadiennes et des États du nord-est des États-Unis (New York, New Hampshire, Vermont, Massachusetts et Maine). Prévision utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années
39. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
40. Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
41. Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières années en spécifiant le nombre de minière par année.
42. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.
43. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des individus en 2013-2014 et 2014-2015.
44. Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis pour les années 2012, 2013, 2014, 2015.
45. Estimation des TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis pour les années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019.
46. Évaluation de l'effet de l'instauration de la taxe santé (contribution santé) sur l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015
47. Évaluation des hausses des taxes sur l'essence sur l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015
48. Évaluation de l'effet de la hausse des taxes à la consommation sur l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015
49. Évaluation de l'effet de la hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées sur l'activité économique pour l'année 2014-2015
50. Copie de toute étude, rapport portant l'effet de l'augmentation des tarifs et impôt sur l'activité économique
51. Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes :
 - Revenu disponible des ménages en dollars courant
 - Revenu disponible des ménages en dollars réel
 - Revenu disponible des ménages par habitant en dollars courant
 - Revenu disponible des ménages par habitant en dollars réel

- Le nombre de ménages
 - Le nombre de contribuables ayant un revenu annuel compris entre ces tranches de revenu:
 - 0 à 20 000;
 - 20 000 à 40 000;
 - 40 000 à 60 000;
 - 60 000 à 80 000
 - 100 000 à 120 000
 - 120 000 et plus
 - Le PIB nominal en dollars courant
 - Le PIB réel
 - Le taux d'épargne des ménages
 - Les dépenses de consommation en dollars courant
 - Les dépenses de consommation en dollars réel
 - L'investissement privé non résidentiel en dollars courant
 - L'investissement privé non résidentiel en dollars réel
 - Le taux d'inflation
 - La population active
 - La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB nominal
 - La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB réel
 - La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars courants
 - La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars réel
52. Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail?
53. Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite? Pour les exercices de 2010-2011 à 2015-2016, indiquez d'abord le nombre de rencontre entre le ministère des Finances et les agences de Fitch, Standard & Poor's, Moody's, DBRS et Japanese Credit Rating, ensuite le but de la rencontre et enfin la prévision du solde budgétaire du gouvernement du Québec selon l'évaluation la plus précise du moment par le ministère des finances.
54. Pour les exercices de 2010-2011 à 2015-2016, portant sur les rencontres entre le ministère des Finances et les agences de notation Fitch, Standard & Poor's et Moody's, indiquez
- Les précisions d'informations qu'ont demandées les agences quant aux budgets et selon les années;
 - Les précisions d'information qu'ont demandées les agences de notation quant à la mise à jour économique de l'automne 2013, publié le 28 novembre 2013;
 - Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences pour l'ensemble de la période;
 - Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences de notation pour la mise à jour économique de novembre 2013;
 - Le calendrier prévu de 2014 des rencontres à venir entre le ministre des Finances, et le personnel des agences de notation,
 - Les exigences budgétaires qu'ont demandées les agences de notation pour que le Québec conserve sa cote de crédit pour l'exercice 2013-2014 à 2015-2016
55. Liste de tous les projets financés dans le cadre de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. Dans le cadre des projets nécessitant des travaux de construction de toute nature, spécifier s'il s'agit d'un contrat de gré à gré ou d'un appel d'offres. Dans le cas des appels d'offres, fournir également la liste des soumissionnaires, le détail de leur soumission et le soumissionnaire retenu
56. État de situation détaillé concernant la mise en place des Fonds d'intervention économique régional (FIER) en spécifiant pour les 4 volets (FIER-soutien, FIER-régions, FIER-partenaires, FIER-partenaires) : a) les FIER qui sont actuellement en place par région; b) les sommes gouvernementales investies et les sommes des partenaires; c) les demandes d'accréditation qui sont actuellement à l'étude; d) le nombre d'entreprises qui, à ce jour, ont reçu une aide financière, le montant de l'aide et le nombre d'emplois créés.

57. Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté en page B.160 du plan budgétaire de 2015-2016, détaillé au tableau B.60 et les impacts financiers des nouvelles initiatives gouvernementales annoncées dans le plan budgétaire de 2015-2016 en page B.161, au tableau B.61; présentez pour chacune des années et chacune des initiatives une conciliation entre les deux tableaux qui permet de faire le rapprochement entre ces initiatives et la valeur des investissements espérés, en spécifiant :
- La valeur par initiative de la contribution du secteur privé et municipaux qui permettront d'arriver aux montants des investissements totaux;
 - Le nombre de partenaires privés ou municipaux estimé par initiative pour arriver au montant d'investissement prévue;
 - Le nombre d'emplois estimé par initiatives sans partenaires privés ou municipaux;
 - Le nombre d'emplois total créé estimé avec ce 1,5 milliard d'investissement.

Demandes transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor

- SCT-1 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-2 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-3 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-4 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-5 Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.

Q-01 Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

<i>Le Ministère a acheminé cette question aux organismes concernés.</i>

Q-02 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer:

- le lieu ;
- le coût ;
- la ou les dates de participation ;
- le nombre de participants ;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- le nom de la formation ou de l'activité.

Voir tableau ci-joint.

Formation (1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015)						
Nom du fournisseur - SAGIR	Titre de l'activité	Coût direct	NbParticipants	LieuActivité	Début le	Fin le
A11yQc - Conférences et ateliers	Conférence - Le Web	143,71 \$	1	Québec	2014-10-14	2014-10-14
AFI expertise inc.	Conception d'applications VBA pour Excel (Visual Basic for Applications)	710,00 \$	1	Québec	2014-12-08	2014-12-10
AFI expertise inc.	Microsoft Excel 2007/2010/2013 de base	250,00 \$	1	Québec	2014-12-08	2014-12-09
AFI expertise inc.	Microsoft PowerPoint 2010 - Base	250,00 \$	1	Québec	2014-11-25	2014-11-26
AFI Formation inc.	Microsoft Excel - Conception d'applications VBA	710,00 \$	1	Québec	2014-06-16	2014-06-18
AFI Formation inc.	Microsoft Excel 2007/2010/2013 intermédiaire	500,00 \$	2	Québec	2014-06-26	2014-06-27
AFI Formation inc.	Microsoft Excel - Tableaux croisés dynamiques	250,00 \$	1	Québec	2014-07-14	2014-07-15
AFI Formation inc.	Microsoft Word 2007/2010/2013 intermédiaire	250,00 \$	1	Québec	2014-11-11	2014-11-12
Alliance des cadres de l'État	Rencontre annuelle des cadres 2014	250,00 \$	1	Québec	2014-05-15	2014-05-15
Alliance des cadres de l'État	Droit de gérance vs harcèlement psychologique	250,00 \$	1	Québec	2014-11-26	2014-11-26
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)	Congrès annuel	323,15 \$	1	Montréal	2014-05-15	2014-05-15
Association de la sécurité de l'information du Québec	Colloque québécois de la sécurité de l'information	495,00 \$	1	Québec	2014-11-18	2014-11-19
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Conférence - Les fiducies testamentaires	80,00 \$	1	Québec	2014-12-04	2014-12-04
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Colloque international Québec-France	190,00 \$	1	Montréal	2014-10-06	2014-10-06
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Congrès annuel de l'APFF 2014	785,00 \$	1	Québec	2014-10-08	2014-10-10
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	Grand événement RH 2014 de la fonction publique québécoise	2 550,00 \$	9	Québec	2014-04-30	2014-04-30
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Rapport sur la politique monétaire	110,00 \$	1	Québec	2014-10-24	2014-10-24
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès 2014 : Le Québec et l'économie mondiale	1 620,00 \$	3	Ottawa	2014-05-16	2014-05-26
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Conférence - Politique monétaire du Canada	70,00 \$	1	Québec	2014-10-24	2014-10-24
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Forfaits 2014-2015	3 900,00 \$	61	Québec	2014-10-24	2015-03-25
Association francophone pour le savoir	Colloque - Système de santé et des services sociaux	291,60 \$	1	Montréal-Est	2014-05-15	2014-05-15
Association pétrolière et gazière du Québec	Conférence 2014 – Association pétrolière et gazière du Québec	900,00 \$	2	Montréal	2014-11-02	2014-11-03
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres (APELL)	Conférence - Le logiciel libre	100,00 \$	1	Québec	2014-09-17	2014-09-17
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Congrès annuel des conseillers en accès à l'information et en protection de la vie privée	925,00 \$	1	Québec	2014-04-15	2014-04-18
Barreau du Québec	Conférence - Le secret professionnel, les conflits d'intérêts et le devoir de loyauté	75,00 \$	1	Québec	2014-05-19	2014-05-19
Barreau du Québec	Conférence - Le Code de déontologie des avocats	10,00 \$	1	Québec	2014-10-24	2014-10-24
Barreau du Québec	Conférence - Formation du droit du travail	129,00 \$	1	Québec	2014-10-24	2014-10-24
Barreau du Québec	Conférence - Le Code de déongologie des avocats	10,00 \$	1	Québec	2014-12-31	2014-12-31
Barreau du Québec	Conférence - Les habiletés politiques : outils pour devenir un bon stratège	113,00 \$	1	Québec	2014-10-31	2014-10-31
C.F.C. Dolmen inc.	Programme Directions 1re année	1 615,50 \$	1	Québec	2014-05-06	2014-05-09
C.F.C. Dolmen inc.	Programme Directions 1re année	1 615,50 \$	1	Québec	2014-09-22	2014-09-26
Camiq inc.	Développement organisationnel	3 430,00 \$	7	Québec	2014-06-11	2014-06-11
Canadian Tax Foundation	Conférence - L'éthique et la fiscalité	390,00 \$	2	Québec	2014-09-23	2014-09-23
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Développement informatique (Programmation, Web, etc.)	350,00 \$	1	Québec	2013-11-20	2013-11-20
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Modélisation des processus	665,00 \$	1	Québec	2013-12-03	2013-12-04
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Journées de consolidation du programme de formation LAGG	765,00 \$	1	Québec	2013-12-03	2013-12-03
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Prise de décision en architecture d'affaires	370,00 \$	1	Québec	2014-05-27	2014-05-27
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	L'interface politico-administrative	25,00 \$	1	Québec	2014-08-22	2014-08-22
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Journée des acquisitions et des TIC 2014	585,00 \$	3	Québec	2014-10-15	2014-10-15
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Dossier d'affaires	495,00 \$	1	Québec	2014-11-27	2014-11-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	580,50 \$	1	Québec	2014-06-12	2014-04-03
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	1 225,50 \$	2	Québec	2014-06-10	2014-04-01
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	387,00 \$	1	Québec	2014-05-15	2014-03-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	709,50 \$	1	Québec	2014-06-12	2014-03-27
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	322,50 \$	1	Québec	2014-05-02	2014-03-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	193,50 \$	1	Québec	2014-04-25	2014-03-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	258,00 \$	1	Québec	2014-06-13	2014-05-02
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	387,00 \$	1	Québec	2014-05-06	2014-04-01

Nom du fournisseur - SAGIR	Titre de l'activité	Coût direct	NbParticipants	LieuActivité	Début le	Fin le
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'avril à juin 2014	1 032,00 \$	1	Québec	2014-06-18	2014-04-02
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais d'août 2014	129,00 \$	1	Québec	2014-08-21	2014-08-21
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais de juin à août 2014	322,50 \$	1	Québec	2014-06-17	2014-08-29
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais de juin à août 2014	580,50 \$	2	Québec	2014-06-18	2014-08-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais de juin à août 2014	322,50 \$	1	Québec	2014-06-13	2014-08-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 24 septembre au 31 octobre 2014	3 710,08 \$	32	Québec	2014-09-22	2014-10-20
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 24 septembre au 31 octpbre 2014	1 908,00 \$	12	Québec	2014-09-24	2014-10-29
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 3 au 28 novembre 2014	953,94 \$	13	Québec	2014-11-10	2014-11-23
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 3 au 28 novembre 2014	2 967,90 \$	30	Québec	2014-11-03	2014-11-28
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 1er au 12 décembre 2014	2 756,05 \$	44	Québec	2014-12-01	2014-12-12
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 25 juin au 18 décembre 2014	1 720,00 \$	1	Québec	2014-06-25	2014-12-10
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 1er septembre au 10 décembre 2014	774,00 \$	1	Québec	2014-09-25	2014-12-10
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 26 septembre au 12 décembre 2014	451,50 \$	1	Québec	2014-09-26	2014-12-12
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 5 septembre au 9 décembre 2014	709,50 \$	1	Québec	2014-09-05	2014-12-09
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 17 octobre au 12 décembre 2014	516,00 \$	1	Québec	2014-10-17	2014-12-12
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 9 octobre au 4 décembre 2014	645,00 \$	1	Québec	2014-10-09	2014-12-11
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 29 août au 2 décembre 2014	645,00 \$	1	Québec	2014-08-29	2014-11-18
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 5 sept au 12 décembre 2014	774,00 \$	1	Québec	2014-09-05	2014-12-12
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Cours d'anglais du 2 sept au 12 décembre 2014	903,00 \$	1	Québec	2014-09-02	2014-12-12
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique - perfectionnement	2 250,00 \$	11	Québec	2014-05-06	2014-05-20
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique - perfectionnement	2 250,00 \$	8	Québec	2014-06-12	2014-06-05
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique - perfectionnement	1 750,00 \$	7	Québec	2014-06-19	2014-06-10
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique - perfectionnement	3 500,00 \$	13	Québec	2014-11-19	2014-11-12
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique - perfectionnement	3 500,00 \$	14	Québec	2014-11-18	2014-11-25
Cercle de la Finances Internationale de Montréal	Conférence - Innover dans la réglementation de la profession financière	95,00 \$	1	Montréal-Ouest	2014-10-04	2014-10-04
Cercle finance du Québec	Colloque sur les régimes de retraite et les placements	225,00 \$	1	Québec	2014-11-20	2014-11-20
CFA Institute	CFA Level III	937,27 \$	1	Québec	2014-01-01	2014-06-07
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Conférence - Retour à l'équilibre - faire progresser le plan Emplois et Croissance pour le Canadiens	145,00 \$	1	Montréal-Ouest	2014-04-23	2014-04-23
Collège des administrateurs de sociétés	Programme Gouvernance de sociétés - Module 1 : Rôle et responsabilités des administrateurs	3 250,00 \$	1	Québec	2015-02-12	2015-02-14
Collège des administrateurs de sociétés	Programme Gouvernance de sociétés - Module 4 : Leadership, communications et ressources humaines	3 250,00 \$	1	Québec	2015-04-30	2015-05-02
Collège des administrateurs de sociétés	Programme Gouvernance de sociétés - Module 3 : Aspects financiers, contrôle et audit	3 250,00 \$	1	Québec	2015-10-01	2015-10-03
Comtois & Carignan	Télécom 2014 Journée de l'industrie	175,00 \$	1	Montréal-Est	2014-04-29	2014-04-29
Conférence de Québec	Colloque annuel	1 800,00 \$	2	Québec	2014-10-21	2014-10-22
Conseil des Relations internationales de Montréal (CORIM)	Conférence - L'économie mondiale et les défis à venir	240,00 \$	2	Québec	2014-04-29	2014-04-29
Desjardins	Sommet international des coopératives 2014	4 500,00 \$	3	Québec	2014-10-06	2014-10-09
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Finances internationales	274,53 \$	1	Montréal	2014-04-29	2014-06-06
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Comptabilité - Outil de prise de décision	281,44 \$	1	Montréal	2014-09-02	2014-12-09
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Droit administratif (ENP 7114)	274,53 \$	1	Québec	2014-04-25	2014-05-28
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Compétences de gestion et développement de carrière (ENP 7112)	485,84 \$	1	Québec	2014-08-25	2014-12-15
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Comprendre le fonctionnement de l'État	2 150,00 \$	1	Québec	2014-10-30	2015-05-14
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	4 200,00 \$	1	Québec	2014-11-25	2016-06-15
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	4 200,00 \$	1	Québec	2013-12-12	2015-12-01
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	4 200,00 \$	1	Québec	2014-04-10	2016-04-07
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chef d'équipe (PAP-CE)	3 400,00 \$	1	Québec	2014-04-10	2014-12-04
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	4 200,00 \$	1	Québec	2014-05-13	2016-05-11
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	3 727,00 \$	1	Québec	2014-10-28	2016-01-26
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	La gouvernance au sein de l'État québécois	82,63 \$	1	Québec	2014-11-28	2014-11-28
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	300,00 \$	1	Québec	2014-09-16	2014-09-16
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL)	300,00 \$	1	Québec	2014-08-11	2014-08-11
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	5 000,00 \$	1	Québec	2014-09-19	2016-03-18

Nom du fournisseur - SAGIR	Titre de l'activité	Coût direct	NbParticipants	LieuActivité	Début le	Fin le
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Management des organisations publiques (ENP-7303)	274,53 \$	1	Québec	2014-07-04	2014-08-29
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Consultation et changement organisationnel (ENP-7208)	274,53 \$	1	Québec	2014-04-25	2014-05-28
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Les organisations économiques internationales (ENP-7187) & Gestion budgétaire (ENP-7800)	508,02 \$	1	Québec	2014-05-05	2014-07-20
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Comptabilité, Outil de prise de décision	281,44 \$	1	Québec	2014-08-25	2014-12-15
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Principes et enjeux de l'administration publique (ENP-7505)	274,53 \$	1	Québec	2014-01-06	2014-04-25
École Polytechnique de Montréal	Gestion budgétaire (ENP-7800)	274,53 \$	1	Québec	2014-04-04	2014-08-08
Ernst & Young S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Programme Évaluation uniforme (EFU) 2014	3 000,00 \$	3	Québec	2014-03-31	2014-08-31
Faculté de droit de l'Université Laval	Conférence annuelle - Claire L'Heureux-Dubé	120,00 \$	3	Québec	2014-09-05	2014-09-05
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Colloque 2014 du forum des jeunes	1 300,00 \$	10	Québec	2014-05-22	2014-05-22
Groupe CFC	Programme de développement en leadership	5 385,00 \$	1	Québec	2015-01-01	2015-01-23
Groupe Le Corre & associés inc.	Gestion moderne de la discipline et du congédiement	575,00 \$	1	Québec	2014-05-15	2014-05-15
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	Forfaits 2014-2015	600,00 \$	8	Québec	2014-05-08	2015-02-26
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	L'utilisation et le partage des connaissances dans l'élaboration des politiques	145,00 \$	1	Québec	2014-10-30	2014-10-30
Institut de la gestion financière de Québec	Conférence - Clément Gignac	220,00 \$	4	Québec	2014-04-09	2014-04-09
Institut de la gestion financière de Québec	Le contexte économique mondial et les changements démographiques	55,00 \$	1	Québec	2014-04-09	2014-04-09
Institut de la gestion financière de Québec	Abonnement annuel pour 2014-15	9 920,00 \$	201	Québec	2014-04-09	2015-02-17
Institut de la statistique du Québec	Colloque sur la qualité de l'emploi - La surqualification professionnelle	100,00 \$	1	Montréal-Est	2014-04-23	2014-04-24
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	Colloque - Comprendre et dénouer les conflits	395,00 \$	1	Mont-Royal	2014-05-14	2014-05-14
Institut du Nouveau Monde	Conférence - L'avenir du système public de santé et de services sociaux	350,00 \$	2	Laval	2014-06-16	2014-06-16
Institut International d'Études Administratives de Montréal inc.	Conférence internationale de Montréal sur la retraite	608,83 \$	1	Montréal	2014-06-09	2014-06-09
ISACA - Québec	La sécurité de l'information et les auditeurs internes	400,00 \$	4	Québec	2014-04-02	2014-04-02
ISACA - Québec	Orientations, guides et impacts - Sécurité de l'information - Gouvernance et gestion des TI	1 680,00 \$	7	Québec	2014-10-14	2014-10-14
Manuri Formation	Conférence - Gestion des ressources humaines	355,50 \$	1	Québec	2014-10-15	2014-10-15
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Les Grandes Conférences Les affaires : Objectif Nord	1 590,00 \$	2	Québec	2014-04-29	2014-04-29
Ministère du Travail	Forum 2014 – Règlements de griefs : pleins feux sur des pratiques exemplaires	347,00 \$	2	Montréal	2014-10-20	2014-10-20
Multihexa Québec inc.	Microsoft Excel 2010	105,00 \$	1	Québec	2014-04-16	2014-04-16
Optimum Talent	Atelier sur la gestion des ressources humaines	173,96 \$	4	Québec	2014-10-31	2014-10-31
Ora-gec inc.	Cotisation annuelle - Forum des professionnels en technologie de l'information (Oracle)	391,39 \$	11	Québec	2014-04-23	2015-02-17
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	Examens de l'ordre CPA-CGA (PA1: Exercice professionnel et PA2 : Gestion financière stratégique)	1 030,00 \$	1	Montréal	2014-06-09	2014-06-10
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	Examens de l'ordre CPA-CGA (PA1: Exercice professionnel et PA2 : Gestion financière stratégique)	1 030,00 \$	1	Montréal	2014-06-09	2014-06-10
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	Passeport Multi-CPA 2014-2015	2 998,00 \$	2	Québec	2014-04-01	2015-03-31
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	Passeport Multi-CPA 2014-2015	19 488,00 \$	81	Québec	2014-04-01	2015-02-06
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	Programme de leadership stratégique (CPA, CMA)	3 839,80 \$	1	Québec	2013-10-27	2014-05-07
Professional Risk Manager's International Association	PRM Certification - Examen 3 : Risk Management Practices Measurement	211,91 \$	1	Québec	2014-05-28	2014-05-29
Québec Mines	Conférence - Québec Mines 2014	100,00 \$	2	Québec	2014-11-18	2014-11-20
Québec Mines	Conférence - Mines 101	175,00 \$	1	Québec	2014-11-09	2014-11-09
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Conférence - Gestion des ressources humaines	590,00 \$	2	Québec	2014-05-08	2014-05-08
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Mise à jour de la jurisprudence rendue en 2013-2014 en matière de harcèlement	295,00 \$	1	Québec	2014-05-27	2014-05-27
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Intervention de crise	150,00 \$	1	Québec	2014-10-29	2014-10-29
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Séminaire RRSPT 2014 - Mobiliser votre équipe de travail	750,00 \$	2	Québec	2014-11-05	2014-11-05
Réseau de capital d'investissement du Québec	Congrès annuel de Réseau Capital	1 898,00 \$	2	Montréal-Est	2014-04-09	2014-04-09
Services conseils Hardy inc.	Langage SAS intermédiaire	2 767,90 \$	2	Québec	2014-04-23	2014-04-25
Services conseils Hardy inc.	Langage SAS intermédiaire	1 383,95 \$	1	Québec	2014-09-23	2014-09-25
Société Canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL)	Conférences sur les perspectives du marché de l'habitation	140,00 \$	1	Québec	2014-11-18	2014-11-18
Technologia Formation	Programmation ASP.NET 4.5	2 250,00 \$	2	Québec	2014-06-10	2014-06-12
TÉLUQ	Gestion stratégique des technologies de l'information	289,59 \$	1	Québec	2014-04-26	2014-06-05
TÉLUQ	Systèmes d'information et gestion organisationnelle	295,97 \$	1	Québec	2014-10-08	2015-01-20
TÉLUQ	Systèmes d'information de gestion	289,24 \$	1	Québec	2014-07-17	2014-08-29
TÉLUQ	Communication dans les organisations (COM-5000)	295,97 \$	1	Québec	2014-10-29	2015-02-10
TÉLUQ	Mathématiques appliquées à la gestion (MQT-1001) & Initiation à la gestion (ADM-1002)	323,04 \$	1	Québec	2014-09-08	2014-12-19

Nom du fournisseur - SAGIR	Titre de l'activité	Coût direct	NbParticipants	LieuActivité	Début le	Fin le
TÉLUQ	Politiques et pratiques de rémunération (RIN-1016)	295,97 \$	1	Québec	2014-09-01	2014-12-31
TÉLUQ	Droit du travail au Québec (DRT-1080)	369,59 \$	1	Québec	2014-01-06	2014-05-30
TÉLUQ	Rédaction scientifique et technique	289,65 \$	1	Québec	2013-12-15	2014-04-10
TÉLUQ	Théorie de l'organisation (ADM-1400) & Fiscalité des particuliers (SCO-1060)	526,41 \$	1	Québec	2014-02-03	2014-05-16
TÉLUQ	Comportement du consommateur (ADM-2015) & Problèmes de santé au travail (RIN-1013)	538,01 \$	1	Québec	2014-09-19	2014-12-26
TÉLUQ	ADM 2016 Administration de services	289,59 \$	1	Québec	2014-01-09	2014-04-23
TÉLUQ	Stratégies de sollicitation en planification financière personnelle	289,24 \$	1	Québec	2014-05-19	2014-08-15
Université de Sherbrooke (UdeS)	CGA812 Pratique Professionnelle et CGA 815 Gestion des risques opérationnels	493,14 \$	1	Sherbrooke	2014-01-08	2014-04-23
Université de Sherbrooke (UdeS)	CGA812 Pratique professionnelle et CGA 815 Gestion des risques opérationnels	493,14 \$	1	Sherbrooke	2014-01-08	2014-04-23
Université de Sherbrooke (UdeS)	Essai de fin d'étude (FIS-780)	472,29 \$	1	Québec	2014-01-07	2014-04-23
Université de Sherbrooke (UdeS)	Fiscalité américaine	267,33 \$	1	Longueuil	2014-09-01	2014-12-19
Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Gestion financière 1 (FIN-10097)	267,97 \$	1	Québec	2014-01-08	2014-04-23
Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Gestion des ressources humaines (GRH-12097)	260,71 \$	1	Québec	2014-04-29	2014-06-19
Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Microéconomie (ECO-11014)	273,86 \$	1	Québec	2014-09-02	2014-12-16
Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Comptabilité : États financiers (SCO-11210) & Fiscalité des particuliers (SCO-23111)	511,00 \$	1	Québec	2014-01-04	2014-04-24
Université du Québec à Rimouski (UQAR)	Marketing (MRK-10014) & Certification : concepts de base et contrôle interne (SCO-24110)	494,93 \$	1	Lévis	2014-08-28	2014-12-15
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	Occasions d'affaires (CTB-6031) & Planification financière et fiscale (CTB-6034) & Attitudes et compétences en situation d'expertise et de consultation (CTB-6036) & La gestion intégrée (MBA-6005)	751,01 \$	1	Montréal	2013-05-27	2013-10-18
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	Actualités en sciences comptables (CTB-6022) & Séminaire d'intégration en pratique publique (CTB-6024) & Lectures dirigées (CTB-6027) & Entreprises en difficulté (CTB06030) & Analyse de situations professionnelles	1 143,76 \$	1	Longueuil	2014-04-28	2014-05-13
Université Laval (UL)	Droit bancaire international - Microprogramme de 2e cycle en droit de l'entreprise	366,62 \$	1	Québec	2014-09-02	2014-12-12
Université Laval (UL)	Journée conférence de la Chaire de recherche en gouvernance de sociétés	35,00 \$	1	Québec	2014-06-06	2014-06-06
Université Laval (UL)	Introduction aux relations industrielles (RLT 1000), travail et structure organisationnelle (RLT 1003)	566,88 \$	1	Québec	2014-01-13	2014-04-25
Université Laval (UL)	Gouvernance et contrôle interne	283,44 \$	1	Québec	2014-05-10	2014-05-28
Université Laval (UL)	Analyse de cas (CTB-6089) Expertise comptable (CTB-6090)	1 028,64 \$	1	Québec	2014-05-05	2014-07-18
Université Laval (UL)	Examen de l'ordre CPA-CA (EFU : Évaluation uniforme 2014)	1 379,70 \$	1	Québec	2014-09-09	2014-09-11
Université Laval (UL)	Maîtrise en administration des affaires - marketing	596,88 \$	1	Québec	2014-01-12	2014-04-25
Université Laval (UL)	Design des interfaces en affaires électroniques et Communication marketing intégrée	579,24 \$	1	Québec	2014-09-05	2014-12-12
Université Laval (UL)	Algèbre linéaire avancée	283,44 \$	1	Québec	2014-01-13	2014-04-29
Université Laval (UL)	Analyse de cas (CTB-6089) & Expertise comptable (CTB-6090)	1 028,64 \$	1	Québec	2014-05-05	2014-07-18
Université Laval (UL)	Examen de l'ordre CPA-CA (EFU : Évaluation uniforme 2014)	1 200,00 \$	1	Québec	2014-09-09	2014-09-11
Université Laval (UL)	Langages de programmation (IFT-3000)	257,16 \$	1	Québec	2014-05-05	2014-07-20
Université Laval (UL)	Stage d'initiation au counseling individuel	566,88 \$	1	Québec	2014-01-14	2014-06-09
Université Laval (UL)	Médiation	257,16 \$	1	Québec	2014-05-23	2014-06-27
Université Laval (UL)	Rapport de projet d'intervention	579,24 \$	1	Québec	2014-09-05	2014-12-12
Université Laval (UL)	Introduction à la communication (COM-1000) & Psychosociologie de la communication (COM-1011)	643,88 \$	1	Québec	2014-01-13	2014-04-28
Université Laval (UL)	Bac. multi. relation publique et marketing (ESG-1010)	257,16 \$	1	Québec	2014-07-08	2014-08-21
Université Laval (UL)	Analyse financière (GSF-6001) & Marchés obligataires et internationaux (GSF-6017)	566,88 \$	1	Québec	2014-01-12	2014-04-25
Université Laval (UL)	Analyse d'actifs financiers	257,16 \$	1	Québec	2014-05-05	2014-07-20
Université Laval (UL)	Économétrie financière (GSF-6053)	289,62 \$	1	Québec	2014-09-02	2014-12-09
Université Laval (UL)	Finance corporative (GSF-6008)	360,44 \$	1	Québec	2014-01-13	2014-04-30
Université Laval (UL)	Décisions financières et gouvernance	289,62 \$	1	Québec	2014-09-02	2014-12-12
Université Laval (UL)	Informatique de l'analyse multidimensionnelle	283,44 \$	1	Québec	2014-01-10	2014-04-30
Université Laval (UL)	Programme de certification universitaire en gouvernance de sociétés	3 250,00 \$	1	Montréal-Est	2014-11-06	2014-11-08
Versalys	Transition et nouveautés de Microsoft Office 2007/2010	110,00 \$	1	Québec	2014-05-16	2014-05-16
Versalys	EX-023 Excel 2010, Intermédiaire	220,00 \$	1	Québec	2014-10-14	2014-10-15
Wolters Kluwer	Fiscalité des réorganisations corporatives	595,00 \$	1	Québec	2014-11-18	2014-11-18
Wolters Kluwer	Fiscalité des PME: Le transfert d'entreprise	595,00 \$	2	Québec	2014-12-02	2014-12-02

Q-03 Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 1 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-04 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :

- son mandat ;
- la liste des membres ;
- le budget dépensé ;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- les résultats atteints.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 42 des Renseignements généraux.

Q-05 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère (MTQ et CGER) en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Bien que la question concerne le MTQ et CGER, le tableau ci-dessous donne l'information pour le ministère des Finances.

Secteur	A	B	C	D	E
	Nombre d'occasionnels dans l'année financière 2014-2015	Nombre d'employés réguliers + occasionnels au 28 février 2015	% d'occasionnels dans l'année financière (A/B)	Nombre de personnes nommées temporaires dans l'année financière 2014-2015	% de personnes ayant été nommées temporaires dans l'année (D/B)
Bureau du sous-ministre /secrétariat / affaires juridiques / communications	9	37	24,3%	0	0%
DGA (incl 2010-2020)	7	95	7,4%	0	0%
Droit fiscal et politiques locales et autochtones	3	23	4,3%	2	8,7%
Politiques aux particuliers, aux relations fédérales-provinciales et à l'économique	10	56	13%	3	5,4%
Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif	1	22	4,5%	0	0%
Politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État	4	37	10,8%	2	5,4%
Politique budgétaire	11	59	18,6%	1	1,7%
Financement, gestion de la dette et opérations financières	18	97	18,6%	5	5,1%
Contrôleur des finances	26	182	14,3%	2	1,1%
Fonds de financement	6	15	40%	0	0%
Total MFQ + Fonds de financement	95	620	15,3%	15	2,4%

Q-06 Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-07 Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.

Q-08 Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-09 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Mandats	Firmes	Coûts
Traduction Comptes publics 2013-2014 - Volume 2	Dialangue	574 \$
Commission d'examen sur la fiscalité	Edgar	22 000 \$
Traduction de l'anglais au français du 18K 2014, Exhibit 99.1	Louis Courteau	4 445 \$
Coordonnateur de la traduction <ul style="list-style-type: none">Budget 2014-2015 - juin 2014Le point sur la situation économique et financière du Québec	Pierre Larochelle	15 000 \$
Divers règlements du Ministère	Publications du Québec	1 997 \$

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les documents traduits sont disponibles sur le site internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Q-10 Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 17 des Renseignements généraux.

Q-11 Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Le ministère des Finances n'effectue pas de concours ni de tirages.

Q-12 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 3 des Renseignements généraux.

Q-13 Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;**
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;**
- c) le montant qui leur a été accordé.**

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Le ministère des Finances n'a pas de programme de financement ou de subvention. Les aides accordées sont des transferts faisant souvent suite à des annonces au discours sur le budget.

Dépenses	Montant
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	1 257 200 \$
Finance Montréal – La grappe financière du Québec	200 000 \$
Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal	100 000 \$
Institut de la statistique du Québec (ISQ)	12 405 800 \$
The Conference Board of Canada	50 000 \$

Q-14 Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :

- **le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques;**
- **le montant dépensé par le département des affaires publiques;**
- **le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.**

M. Jacques Delorme est le relationniste de presse au ministère des Finances.

Un montant de 97 730,48 \$ a été affecté aux activités de veille et de rétro-information entre le 1^{er} avril 2014 et le 28 février 2015. La rétro-information inclut la revue de presse mensuelle, la diffusion des communiqués de presse et le service de nouvelles sur demande.

Q-15 Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du Budget de 2015-2016. Détailler, les principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.

Cette information est confidentielle en vertu des articles 23, 24 et 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Q-16 Liste des organismes présents lors du huis clos du Budget 2015-2016.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-17 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années.

Voir pages suivantes.

Historique de la politique de placement du FARR

	1 juil. 2004	1 janv. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 janv. 2010	1 juil. 2010	1 déc. 2010	1 déc. 2011	1 jan. 2012	à compter du 1 jan. 2012	1 mars 2013	1 déc. 2013	1 juin 2014
	à compter du 1 avril 2010												
Valeurs à court terme	2,00%	2,00%	2,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	41,00%	31,00%	30,00%	29,00%	29,75%	29,75%	29,75%	29,75%	28,75%	28,75%	28,75%	28,75%	28,75%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	-	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	43,00%	39,00%	39,00%	37,00%	37,75%	37,75%	37,75%	36,75%	35,75%	35,75%	35,75%	35,75%	35,75%
Actions canadiennes	15,00%	15,34%	13,00%	13,00%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	12,75%	12,75%	11,75%	11,75%	11,75%
Actions américaines - couvert	6,00%	1,33%	0,50%	0,50%	0,50%	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert		4,00%	3,00%	2,00%	2,00%	3,60%	3,60%	5,00%	5,00%	5,00%	4,50%	4,50%	4,50%
Actions étrangères - couvert		2,71%	2,50%	2,50%	2,50%	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	9,00%	4,62%	5,00%	4,00%	4,00%	8,20%	8,20%	5,00%	5,00%	5,00%	4,50%	4,50%	4,50%
Actions des marchés en émergence		3,00%	3,50%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%	5,00%
Québec mondial	6,00%	6,00%	7,50%	9,50%	9,50%	6,70%	5,70%	2,70%	-	-	-	-	-
Actions mondiales	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%	5,80%	8,00%	5,00%	2,00%	2,00%	-
Actions Qualité mondiale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,00%	7,00%	7,00%	10,50%
Participations et infrastructures	4,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements privés	7,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	10,40%	10,40%	10,00%	10,00%	10,00%	11,00%	11,00%	12,00%
Total - Actions	47,00%	49,00%	49,00%	49,50%	50,25%	46,65%	46,65%	46,25%	45,25%	45,25%	45,25%	45,25%	48,25%
Infrastructures	-	-	-	-	-	3,60%	3,60%	4,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Immeubles	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	8,50%	8,50%	9,50%	10,50%	10,50%	10,50%	10,50%	11,00%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	12,10%	12,10%	13,50%	15,50%	15,50%	15,50%	15,50%	16,00%
Produits de base	2,00%	3,00%	3,00%	1,50%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de couverture	3,00%	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	-
Total - Autres placements	5,00%	6,00%	6,00%	5,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	0,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2004 : "Actions canadiennes" devient "Actions canadiennes", "Participations et infrastructures" et "Placements privés".

2007 : "Obligations" devient "Obligations" et "Dettes immobilières".

2007 : "Actions étrangères" devient "Actions étrangères" et "Actions des marchés en émergence".

2007 : "Actions américaines" et "Actions étrangères" sont offerts en version "couvert" et "non-couvert".

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

2010 : Le portefeuille "Produits de base" n'est plus offert.

2012 : Le portefeuille "Québec mondial" est fermé totalement en décembre 2012.

2013 : Le portefeuille "Actions Qualité mondiale" est créé en janvier 2013.

2014 : Le portefeuille "Fonds de couverture" est fermé en janvier 2014

2014 : Le portefeuille "Actions mondiales" est fermé en juin 2014.

[illegible]

- Dettes immobilières (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

- Infrastructures (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

- Immeubles (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

- Actions canadiennes (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

Q-18 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.

Voir pages suivantes.

Historique de la politique de placement du Fonds des générations

	1 févr. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 juil. 2010	1 déc. 2010	1 déc. 2011	à compter du 1 jan. 2011	à compter du 1 jan. 2012	à compter du 1 jan. 2013	à compter du 1 jan. 2014
		à compter du 1 avril 2010	à compter du 1 jan. 2010	à compter du 1 juil. 2010	à compter du 1 juil. 2010	à compter du 1 jan. 2011	à compter du 1 jan. 2011	à compter du 1 jan. 2012	à compter du 1 jan. 2013	à compter du 1 jan. 2014
Valeurs à court terme	0,50%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	38,50%	37,00%	36,00%	36,00%	36,00%	36,00%	36,00%	34,00%	34,00%	34,00%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	45,00%	45,00%	44,00%	44,00%	44,00%	43,00%	43,00%	41,00%	41,00%	41,00%
Actions canadiennes	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
Actions américaines - couvert	1,00%	0,50%	0,50%	-	-	-	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert	3,00%	1,50%	1,50%	3,80%	3,80%	4,90%	4,90%	5,50%	5,00%	5,00%
Actions étrangères - couvert	3,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	1,00%	2,00%	2,00%	6,60%	6,60%	6,50%	6,50%	5,50%	5,00%	5,00%
Actions des marchés en émergence	3,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%	4,50%	5,00%
Québec mondial	16,00%	15,00%	15,00%	10,60%	9,10%	4,30%	4,30%	-	-	-
Actions mondiales	-	-	-	0,00%	1,50%	4,80%	4,80%	9,00%	2,00%	-
Actions Qualité mondiale	-	-	-	-	-	-	-	-	7,00%	10,00%
Participations et infrastructures	5,00%	5,00%	5,00%	-	-	-	-	-	-	-
Placements privés	4,00%	6,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	9,00%	10,00%
Total - Actions	46,00%	46,00%	46,00%	43,00%	43,00%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	45,00%
Infrastructures	-	-	-	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%	4,50%	4,50%	4,50%
Immeubles	6,00%	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	8,00%	8,00%	9,00%	9,00%	9,50%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	6,00%	6,00%	7,00%	10,00%	10,00%	11,50%	11,50%	13,50%	13,50%	14,00%
Produits de base	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de couverture	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	-
Total - Autres placements	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	0,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

2012 : Le portefeuille "Québec mondial" est fermé totalement en décembre 2012.

2013 : Le portefeuille "Actions Qualité mondiale" est créé en janvier 2013.

2014 : Le portefeuille "Fonds de couverture" est fermé en janvier 2014

2014 : Le portefeuille "Actions mondiales" est fermé en juin 2014.

Rendements des portefeuilles spécialisés (PS) au cours des dix dernières années et écart avec l'indice de référence (source : Caisse de dépôt et placement du Québec).

- Valeurs à court terme (en pourcentage)

- Immeubles (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

- Actions canadiennes (en pourcentage)

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

[illegible]

Q-19 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant la RRQ incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.

Le Ministère a acheminé cette question au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Q-20 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.

POLITIQUE DE PLACEMENT DU FARR

AU 1^{ER} JANVIER 2015

(en pourcentage)

Portefeuille spécialisé	FARR
Valeurs à court terme	1,0
Obligations	28,75
Obligations à long terme	0,0
Dettes immobilières	6,0
Total – Revenu fixe	35,75
Obligations à rendement réel	0,0
Infrastructures	5,0
Immeubles	11,0
Total – Placements sensibles à l’inflation	16,0
Actions canadiennes	11,75
Actions Qualité mondiale	10,5
Actions américaines	4,5
Actions étrangères (EAEO)	4,5
Actions des marchés en émergence	5,0
Placements privés	12,0
Total – Actions	48,25
TOTAL	100,0

FARR : Fonds d'amortissement des régimes de retraite.
EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient.

Voir la réponse de la Q-17 des Renseignements généraux de la 2^e Opposition pour consulter l'historique de la politique de placement du FARR.

Q-21 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.

POLITIQUE DE PLACEMENT DU FONDS DES GÉNÉRATIONS

AU 1^{ER} JANVIER 2015

(en pourcentage)

Portefeuille spécialisé	Fonds des générations
Valeurs à court terme	1,0
Obligations	34,0
Obligations à long terme	0,0
Dettes immobilières	6,0
Total – Revenu fixe	41,0
Obligations à rendement réel	0,0
Infrastructures	4,5
Immeubles	9,5
Total – Placements sensibles à l’inflation	14,0
Actions canadiennes	10,0
Actions Qualité mondiale	10,0
Actions américaines	5,0
Actions étrangères (EAEO)	5,0
Actions des marchés en émergence	5,0
Placements privés	10,0
Total – Actions	45,0
TOTAL	100,0

FARR : Fonds d’amortissement des régimes de retraite.
EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient.

Voir la réponse de la Q-18 des Renseignements généraux de la 2^e Opposition pour consulter l’historique de la politique de placement du Fonds des générations.

Q-22 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2014-2015.

Les tableaux qui suivent présentent divers renseignements, dont les taux de rendement relatifs aux émissions de bons du Trésor et de titres à long terme du gouvernement du Québec en 2014-2015.

TABLEAU A
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉMISSIONS DE BONS DU TRÉSOR EN 2014-2015

Date de l'adjudication	Montant	Durée	Taux de rendement
	(millions de \$)	(en jours)	(annualisé)
2014-04-03	175	91	0,961 %
2014-04-10	175	91	0,957 %
2014-04-10	75	182	1,000 %
2014-04-17	175	92	0,954 %
2014-04-24	50	364	1,069 %
2014-04-24	175	91	0,961 %
2014-05-01	175	91	0,965 %
2014-05-08	175	91	0,965 %
2014-05-15	175	91	0,965 %
2014-05-15	75	182	1,002 %
2014-05-22	175	91	0,965 %
2014-05-22	50	364	1,060 %
2014-05-29	175	91	0,965 %
2014-06-05	175	91	0,965 %
2014-06-12	75	182	1,008 %
2014-06-12	175	91	0,965 %
2014-06-19	175	91	0,965 %
2014-06-19	50	364	1,068 %
2014-06-26	175	91	0,965 %
2014-07-03	175	91	0,969 %
2014-07-10	175	91	0,969 %
2014-07-10	75	182	1,008 %
2014-07-17	175	91	0,965 %
2014-07-24	50	364	1,069 %
2014-07-24	175	91	0,965 %
2014-07-31	175	91	0,965 %
2014-08-07	175	91	0,965 %
2014-08-14	75	182	1,014 %
2014-08-14	175	91	0,961 %
2014-08-21	175	91	0,961 %
2014-08-21	50	364	1,069 %
2014-08-28	175	91	0,957 %
2014-09-04	175	91	0,949 %
2014-09-11	175	91	0,945 %
2015-09-11	75	182	0,998 %
2014-09-18	175	91	0,941 %
2014-09-25	50	364	1,048 %
2014-09-25	175	88	0,940 %
2014-10-02	225	88	0,935 %

TABLEAU A (suite)
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉMISSIONS DE BONS DU TRÉSOR EN 2014-2015

2014-10-09	275	91	0,937 %
2014-10-09	50	182	0,969 %
2014-10-16	325	91	0,937 %
2014-10-23	375	91	0,941 %
2014-10-23	50	364	1,030 %
2014-10-30	50	182	0,979 %
2014-10-30	375	91	0,945 %
2014-11-06	375	91	0,949 %
2014-11-13	50	182	0,981 %
2014-11-13	375	91	0,949 %
2014-11-20	375	91	0,957 %
2014-11-20	50	364	1,050 %
2014-11-27	75	182	0,996 %
2014-11-27	375	91	0,961 %
2014-12-04	375	91	0,969 %
2014-12-11	75	182	0,994 %
2014-12-11	325	91	0,973 %
2014-12-18	275	91	1,005 %
2014-12-18	50	364	1,060 %
2015-01-08	50	182	1,046 %
2015-01-08	225	91	1,025 %
2015-01-15	225	91	1,021 %
2015-01-22	50	364	0,760 %
2015-01-22	225	91	0,760 %
2015-01-29	225	91	0,739 %
2015-01-29	50	182	0,721 %
2015-02-05	225	91	0,715 %
2015-02-12	225	91	0,671 %
2015-02-12	50	182	0,650 %
2015-02-19	225	91	0,639 %
2015-02-19	50	364	0,610 %
2015-02-26	225	91	0,679 %
2015-02-26	50	182	0,650 %
2015-03-05	225	91	0,707 %
2015-03-12	225	91	0,683 %
2015-03-12	50	182	0,698 %
2015-03-19	225	91	0,671 %
2015-03-26	225	91	0,683 %
2015-03-26	50	363	0,730 %
2015-03-26	50	182	0,721 %

TABLEAU B

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2014-2015 – FONDS GÉNÉRAL ET FONDS DE FINANCEMENT

Montant encaissé en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(en %)			(en \$)	(en %)
518	—	3,75	7 mai	2024-09-01	103,683	3,325
461	—	3,50	13 mai	2045-12-01	92,160	3,936
521	—	3,75	16 mai	2024-09-01	104,154	3,271
2 033	—	Variable ⁽⁴⁾	21 mai	2019-08-21	100,000	Variable ⁽⁵⁾
467	—	3,50	30 mai	2045-12-01	93,470	3,860
527	—	3,75	3 juin	2024-09-01	105,323	3,138
525	—	3,75	23 juin	2024-09-01	104,951	3,177
473	—	3,50	30 juin	2045-12-01	94,645	3,793
532	—	3,75	18 août	2024-09-01	106,494	2,996
486	—	3,50	26 août	2045-12-01	97,140	3,654
100	100 \$ AU	4,20	10 septembre	2025-03-10	99,622	4,245
530	—	3,75	12 septembre	2024-09-01	105,907	3,058
482	—	3,50	16 septembre	2045-12-01	96,402	3,695
120	125 \$ AU	4,20	18 septembre	2025-03-10	97,372	4,518
167	175 \$ AU	4,20	24 septembre	2025-03-10	96,949	4,570
1 788	1 600 \$ US	2,875	16 octobre	2024-10-16	99,192	2,969
534	—	3,75	28 octobre	2024-09-01	106,841	2,944
486	—	3,50	10 novembre	2045-12-01	97,207	3,651
485	—	3,50	18 novembre	2045-12-01	96,973	3,664
433	375 FS	0,75 ⁽⁶⁾	21 novembre	2024-11-21	99,712	0,780 ⁽⁷⁾
536	—	3,75	21 novembre	2024-09-01	107,152	2,904
492	—	3,50	24 novembre	2045-12-01	98,434	3,584
503	—	5,00	8 décembre	2041-12-01	125,847	3,510
539	—	3,75	9 décembre	2024-09-01	107,780	2,829
49	50 \$ AU	4,20	16 décembre	2025-03-10	101,703	3,995
503	—	2,75	12 janvier	2025-09-01	100,504	2,695
501	—	2,75	13 janvier	2025-09-01	100,274	2,720
2 404	1 750 €	0,875 ⁽⁶⁾	15 janvier	2025-01-15	99,278	0,951 ⁽⁷⁾
328	—	3,50	16 janvier	2022-12-01	109,168	2,224
105	100 \$ AU	4,20	30 janvier	2025-03-10	106,813	3,398
337	—	3,50	30 janvier	2022-12-01	112,447	1,790
522	—	2,75	2 février	2025-09-01	104,393	2,280
106	100 \$ AU	4,20	17 février	2025-03-10	109,782	3,063
409	—	5,00	23 février	2041-12-01	136,394	3,010
553	—	3,50	24 février	2045-12-01	110,509	2,976
527	—	2,75	3 mars	2025-09-01	105,456	2,166
478 ⁽⁸⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
720 ⁽⁹⁾	—	Zéro coupon	Diverses	Diverses	Divers	Divers
575 ⁽¹⁰⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
21 855						

Note : Emprunts réalisés ou négociés en date du 17 mars 2015.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.

(4) Les intérêts sont payables trimestriellement.

(5) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables trimestriellement.

(6) Les intérêts sont payables annuellement.

(7) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables annuellement.

(8) Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec.

(9) Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises.

(10) Ce montant correspond à une augmentation de l'encours des bons du Trésor du Québec.

Q-23 Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.

COÛT DES NOUVEAUX EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en pourcentage, sur la base de l'année civile)

Coût des nouveaux emprunts ⁽¹⁾	
2000	6,5
2001	6,1
2002	5,8
2003	5,2
2004	5,0
2005	4,5
2006	4,6
2007	4,7
2008	4,5
2009	4,4
2010	4,1
2011	3,7
2012	3,0
2013	3,3
2014	3,2

(1) Le coût d'emprunt du gouvernement correspond au taux de rendement des obligations du Québec à échéance de 10 ans.

Source : PC-Bond.

Q-24 Ventilation par ministère et organisme des facteurs qui expliquent le solde budgétaire de - 3100 M\$ pour 2013-2014, le -5 868 M\$ pour 2014-2015 et le - 7 608 M\$ présenté en page A.21 du plan budgétaire de 2014-2015.

Le Ministère a acheminé cette question au Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-25 La ventilation par ministère et organismes des efforts demandés totalisant 1 187 M\$ pour arriver à l'équilibre budgétaire, tel qu'indiqué en page A.13 du plan budgétaire de 2015-2016.

<i>Le Ministère a acheminé cette question au Secrétariat du Conseil du trésor.</i>
--

Q-26 Ventilation par ministère et organisme des facteurs qui expliquent le solde budgétaire - 7 274 M\$ pour 2015-2016, présenté en page A.21 du plan budgétaire de 2015-2016.

Le Ministère a acheminé cette question au Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-27 Détail des plans pour respecter les objectifs en 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-28 Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :

- Hausse des taxes spécifique sur le tabac
- Diminution des transferts municipaux
- Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées
- Hausse de la contribution des institutions financières
- Hausse de charges de l'État imputable au régime de retraite des employés de l'État
- Modulation des frais de garderies en fonction des revenus des particuliers
- Hausse des tarifs d'Hydro-Québec
- Hausse des tarifs de service de garde
- Impact des hausses du service de garde sur le taux d'activité des femmes sur le marché du travail.
- Hausse de taxes scolaires 2015-2016 et 2015-2016

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-29 Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 2 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-30 Étude, rapport, analyse ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez :

- Objectifs et critères d'évaluation
- Les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région,
- Les résultats économiques de chaque région
- Toute autre mesure de performance.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-31 Pour chacune des dépenses fiscales aux individus pour l'année 2009 à 2014 indiquez le nombre de contribuables ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement fiscal

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-32 Pour chacune des dépenses fiscales aux entreprises pour l'année fiscale de 2009 à 2014, indiquez le nombre de sociétés ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-33 Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants, pour les années comprises entre 2014-2015 et 2016-2017m qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2015-2016, page D.17

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-34 Copie de toutes études, analyses ou rapports sur l'impact de la consommation et le poids du fardeau fiscal sur l'économie.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-35 Copie de toutes études, analyses ou rapport qui portent sur l'impact du prix du pétrole et des hydrocarbures sur la péréquation.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-36 Évolution détaillée depuis 2003-2004 de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donnée de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et compensatoires)

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 5 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-37 Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2013-2014 et prévision pour 2015-2016. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-38 Taux d'emprunt des émissions de dette depuis 2009. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et des provinces canadiennes et des États du nord-est des États-Unis (New York, New Hampshire, Vermont, Massachussetts et Maine). Prévision utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années

TAUX DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS À ÉCHÉANCE DE 10 ANS
(en pourcentage)

	Québec	Ontario	Écart (en points de pourcentage)
2009	4,36	4,25	0,11
2010	4,08	4,03	0,05
2011	3,67	3,62	0,05
2012	2,96	2,87	0,09
2013	3,26	3,19	0,07
2014	3,15	3,09	0,06

Source : PC-Bond.

Les informations suivantes sont publiées par le ministère des Finances dans les documents budgétaires.

MARCHÉS FINANCIERS CANADIENS
(moyennes annuelles en pourcentage)

	2013	2014	2015	2016
Taux cible du financement à 1 jour	1,0	1,0	0,6	0,8
Bons du Trésor – 3 mois	1,0	0,9	0,6	0,9
Obligations – 10 ans	2,3	2,2	1,7	2,6

Q-39 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 10 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-40 Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 11 des Renseignements généraux de l'Opposition officielle.

Q-41 Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières années en spécifiant le nombre de minière par année.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 12 des Renseignements généraux de l'Opposition officielle.

Q-42 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.

- Le calcul de l'élasticité est produit pour la période 2009-2010 à 2015-2016, puisqu'il est maintenant présenté sur une base consolidée, conformément à la nouvelle présentation budgétaire.
- De façon générale, l'élasticité moyenne observée des revenus au PIB nominal est de l'ordre de 1,0. Ainsi, une hausse de 1 % du PIB nominal implique généralement une augmentation de 1 % des revenus autonomes.
- Pour la période de 2009-2010 à 2015-2016, l'élasticité annuelle moyenne est de 0,9.
 - Pour établir l'élasticité des revenus au PIB, il est nécessaire de ramener les revenus sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant l'impact financier des mesures prises par le gouvernement.
- Sur une base annuelle, l'élasticité peut être différente de 1 puisque les assiettes taxables n'évoluent pas toujours de façon proportionnelle au PIB.

ÉLASTICITÉ DES REVENUS AUTONOMES CONSOLIDÉS EXCLUANT LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT – 2009-2010 À 2015-2016
(en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Revenus autonomes consolidés	61 494	65 370	69 472	70 480	74 681	77 293	80 716
Entreprises du gouvernement	4 878	4 838	4 749	3 232	5 430	5 266	4 857
Revenus autonomes consolidés excluant les entreprises du gouvernement	56 616	60 532	64 723	67 248	69 251	72 027	75 859
Variation en %		6,9	6,9	3,9	3,0	4,0	5,3
Mesures affectant l'évolution des revenus⁽¹⁾							
Budget 2015-2016	–	–	–	–	–	–	1
Point de décembre 2014	–	–	–	–	–	120	626
Budget 2014-2015	–	–	–	–	–	333	304
Budget 2013-2014	–	–	–	95	458	646	716
Contribution santé progressive et hausse d'impôt pour les contribuables à haut revenu	–	252	609	1 002	950	1 119	1 148
Indexation de l'électricité patrimoniale	–	–	–	–	–	71	105
Budget 2012-2013	–	–	–	2	–11	66	371
Harmonisation de la TVQ à la TPS ⁽²⁾	–	–	–	55	245	255	270
Budget 2011-2012	–	–	–8	–35	–59	–79	–124
Budget 2010-2011	–	363	1 001	1 998	2 197	2 114	2 160
Budget 2009-2010	6	572	1 555	1 920	2 385	2 455	2 455
Autres mesures ⁽³⁾ et redressements	–1 808	–2 084	–2 361	–2 449	–2 449	–2 625	–2 449
Sous-total - mesures affectant l'évolution des revenus	–1 802	–897	796	2 588	3 716	4 474	5 582
Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement avant mesures	58 418	61 429	63 927	64 660	65 535	67 553	70 277
Variation en %		5,2	4,1	1,1	1,4	3,1	4,0
Croissance du PIB nominal (année civile)		4,5	4,9	3,4	1,5	3,5	3,8
Élasticité		1,2	0,8	0,3	0,9	0,9	1,1

1. Impacts financiers des mesures tels que publiés dans les documents budgétaires. Cependant, seules les mesures ayant des effets sur les revenus consolidés ont été retenues.

2. Élimination des RTI pour la fourniture de services financiers et abolition de la taxe compensatoire des institutions financières.

3. Mesures des budgets 2007-2008, de la déclaration ministérielle de juin 2007, du budget 2008-2009, du Point 2008 et de l'énoncé économique de janvier 2009.

Q-43 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des individus en 2013-2014 et 2014-2015

- Les études et analyses produites portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec ont toutes, sans exception, fait l'objet d'une publication sous forme de bulletins d'information et de documents budgétaires.
- Chacun des documents publiés depuis le 1^{er} avril 2013 peut être consulté à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca. Ces documents sont les suivants :
 - Bulletin d'information 2013-6 – Nouvelles mesures fiscales pour encourager la philanthropie culturelle (3 juillet 2013)
 - Bulletin d'information 2013-7 – Harmonisation à certaines mesures fiscales fédérales (11 juillet 2013 et mis à jour le 26 juillet 2013)
 - Priorité emploi – Investir dans l'emploi c'est investir dans le Québec, Mise en place du crédit d'impôt ÉcoRénov (7 octobre 2013)
 - Bulletin d'information 2013-10 – Mesures fiscales visant à stimuler les investissements des particuliers et des entreprises (7 octobre 2013 et mis à jour le 8 novembre 2013)
 - Bulletin d'information 2013-11 – Revalorisation des seuils d'exemption au régime public d'assurance médicaments et harmonisation à certaines mesures fiscales fédérales en matière de R-D (8 novembre 2013)
 - Bulletin d'information 2013-13 – Bonification de l'aide fiscale accordée aux particuliers habitant un village nordique (4 décembre 2013)
 - Bulletin d'information 2013-14 – Modifications à diverses mesures à caractère fiscal (20 décembre 2013)
 - Bulletin d'information 2014-1 – Plafonds régissant la déductibilité des frais d'automobile et taux des avantages relatifs à l'utilisation d'une automobile pour l'année 2014 (23 janvier 2014)
 - Bulletin d'information 2014-3 – Harmonisation à certaines mesures fiscales fédérales (7 février 2014)
 - Bulletin d'information 2014-4 – Harmonisation à certaines mesures du budget fédéral en matière de taxes de vente (12 février 2014)
 - Bulletin d'information 2014-6 – Instauration du crédit d'impôt LogiRénov pour la rénovation résidentielle (24 avril 2014)
 - Budget 2014-2015 – Le défi des finances publiques du Québec (4 juin 2014)
 - Bulletin d'information 2014-7 – Modifications à diverses mesures concernant les particuliers ou les entreprises (11 juillet 2014)
 - Bulletin d'information 2014-8 – Revalorisation des seuils d'exemption au régime public d'assurance médicaments et autres mesures (24 octobre 2014)
 - Bulletin d'information 2014-10 – Revue de l'aide fiscale accordée aux personnes ayant recours à la voie médicale pour devenir parents (28 novembre 2014)

Q-43 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des individus en 2013-2014 et 2014-2015 (suite)

- Bulletin d'information 2014-11 – Mesures fiscales annoncées à l'occasion du point sur la situation économique et financière du Québec (2 décembre 2014)
- Bulletin d'information 2014-12 – Mesures relatives aux particuliers et aux entreprises (19 décembre 2014)
- Bulletin d'information 2015-1 – Plafonds régissant la déductibilité des frais d'automobile et taux des avantages relatifs à l'utilisation d'une automobile pour l'année 2015 (6 février 2015)
- Budget 2015-2016 – Le plan économique du Québec (26 mars 2015)
- Les autres études ou analyses non publiées ne peuvent être communiquées puisqu'elles ont été produites à l'occasion de recommandations dans le cadre d'un processus décisionnel en cours. Ces documents sont de nature confidentielle au sens des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Q-44 Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis pour les années 2012, 2013, 2014 2015.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la question 8 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-45 Estimation des TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis pour les années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 8 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**Q-46 Évaluation de l'effet de l'instauration de la taxe santé (contribution santé)
sur l'activité l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015**

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-47 Évaluation des hausses des taxes sur l'essence sur l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-48 Évaluation de l'effet de la hausse des taxes à la consommation sur l'activité économique pour les années 2010-2011 à 2014-2015

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-49 Évaluation de l'effet de la hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées sur l'activité économique pour l'année 2014-2015

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-50 Copie de toute étude, rapport portant l'effet de l'augmentation des tarifs et impôt sur l'activité économique

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-51 Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes :

- Revenu disponible des ménages en dollars courant
- Revenu disponible des ménages en dollars réel
- Revenu disponible des ménages par habitant en dollars courant
- Revenu disponible des ménages par habitant en dollars réel
- Le nombre de ménages
- Le nombre de contribuables ayant un revenu annuel compris entre ces tranches de revenu :
 - 0 à 20 000;
 - 20 000 à 40 000;
 - 40 000 à 60 000;
 - 60 000 à 80 000
 - 100 000 à 120 000
 - 120 000 et plus
- Le PIB nominal en dollars courant
- Le PIB réel
- Le taux d'épargne des ménages
- Les dépenses de consommation en dollars courant
- Les dépenses de consommation en dollars réel
- L'investissement privé non résidentiel en dollars courant
- L'investissement privé non résidentiel en dollars réel
- Le taux d'inflation
- La population active
- La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB nominal
- La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB réel
- La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars courants
- La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars réel

Voir pages suivantes.

Q-51 Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec... (suite)

Principaux indicateurs économiques pour le Québec
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016
Revenu disponible des ménages nominal	218 315	223 181	231 547	239 697
%		2,2	3,7	3,5
Revenu disponible des ménages réel	202 718	204 055	209 131	212 545
%		0,7	2,5	1,6
Revenu disponible des ménages par habitant nominal	26 774	27 169	27 958	28 712
%		1,5	2,9	2,7
Revenu disponible des ménages par habitant réel	24 861	24 840	25 251	25 460
%		-0,1	1,7	0,8
PIB nominal	362 846	373 723	388 066	401 233
%		3,0	3,8	3,4
PIB réel	331 231	335 430	342 305	349 004
%		1,3	2,0	2,0
Taux d'épargne des ménages (en pourcentage)	2,7	1,4	1,4	1,3
Dépenses de consommation nominales	212 470	220 171	228 202	236 786
%		3,6	3,6	3,8
Dépenses de consommation réelles	197 287	201 299	206 102	209 958
%		2,0	2,4	1,9
Investissement non résidentiel des entreprises	34 083	33 211	35 383	37 388
%		-2,6	6,5	5,7
Investissement non résidentiel des entreprises réel	31 164	29 651	30 489	31 647
%		-4,9	2,8	3,8
Taux d'inflation (indice 2002=1)	1,217	1,234	1,251	1,280
%		1,4	1,4	2,3
Population active (en milliers)	4 393,5	4 400,0	4 426,7	4 456,0
%		0,1	0,6	0,7
Rémunération hebdomadaire moyenne nominale (en \$)	832,46	849,46	867,60	889,34
%		2,0	2,1	2,5
Rémunération hebdomadaire moyenne réelle⁽¹⁾ (en \$)	772,98	776,66	783,61	788,60
%		0,5	0,9	0,6

(1) Rémunération hebdomadaire moyenne nominale dégonflée par le déflateur de la consommation.

Q-51 Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec... (suite)

Principaux indicateurs économiques pour le Canada
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016
Revenu disponible des ménages nominal	1 080 866	1 117 717	1 155 735	1 198 125
%		3,4	3,4	3,7
Revenu disponible des ménages réel	999 009	1 014 177	1 039 170	1 057 781
%		1,5	2,5	1,8
Revenu disponible des ménages par habitant nominal	30 746	31 449	32 196	33 048
%		2,3	2,4	2,6
Revenu disponible des ménages par habitant réel	28 418	28 536	28 948	29 176
%		0,4	1,4	0,8
PIB nominal	1 893 759	1 976 228	2 014 694	2 105 845
%		4,4	1,9	4,5
PIB réel	1 705 567	1 748 748	1 783 771	1 823 664
%		2,5	2,0	2,2
Taux d'épargne des ménages (en pourcentage)	5,2	4,0	3,8	3,5
Dépenses de consommation nominales	1 024 942	1 072 822	1 109 929	1 153 794
%		4,7	3,5	4,0
Dépenses de consommation réelles	947 321	973 441	997 984	1 018 643
%		2,8	2,5	2,1
Investissement non résidentiel des entreprises	249 530	257 478	258 115	273 381
%		3,2	0,2	5,9
Investissement non résidentiel des entreprises réel	224 822	224 708	217 201	225 855
%		-0,1	-3,3	4,0
Taux d'inflation (indice 2002=1)	1,228	1,252	1,267	1,297
%		2,0	1,2	2,4
Population active (en milliers)	19 037,8	19 124,5	19 272,8	19 464,6
%		0,5	0,8	1,0
Rémunération hebdomadaire moyenne nominale (en \$)	911,30	935,30	956,96	981,24
%		2,6	2,3	2,5
Rémunération hebdomadaire moyenne réelle⁽¹⁾ (en \$)	842,28	848,66	860,44	866,30
%		0,8	1,4	0,7

(1) Rémunération hebdomadaire moyenne nominale dégonflée par le déflateur de la consommation.

Q-51 Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec... (suite)

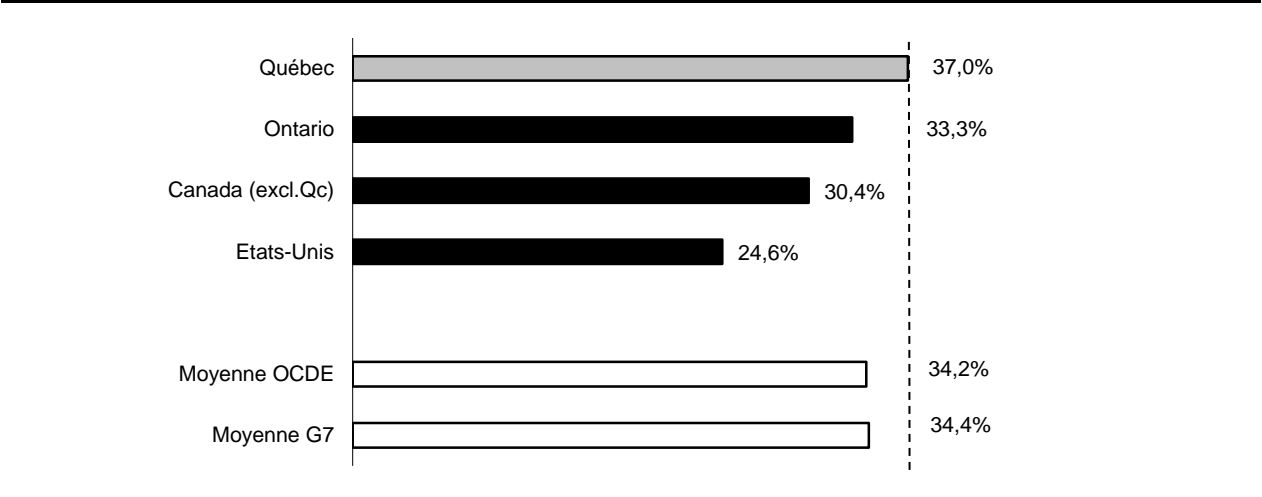
RÉPARTITION DES CONTRIBUABLES SELON LA TRANCHE DE REVENU

NOMBRE DE CONTRIBUABLES PAR TRANCHE DE REVENU TOTAL ANNUEL		
Tranches de revenus	2014	2015
Moins de 20 000 \$	2 288 008	2 292 675
De 20 000 \$ à 40 000 \$	1 762 791	1 744 209
De 40 000 \$ à 60 000 \$	1 182 345	1 168 556
De 60 000 \$ à 80 000 \$	621 983	637 218
De 80 000 \$ à 100 000 \$	300 441	321 086
De 100 000 \$ à 120 000 \$	146 550	158 597
120 000 \$ ou plus	226 140	246 106
TOTAL	6 528 257	6 568 448

LE POIDS DES RECETTES FISCALES EN FONCTION DU PIB

- Fascicule : « Un portrait général du régime fiscal au Québec » (18 septembre 2014).

IMPORTANCE DES RECETTES FISCALES GLOBALES – 2010
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Q-52 Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail?

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-53 Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite? Pour les exercices de 2010-2011 à 2015-2016, indiquez d'abord le nombre de rencontre entre le ministère des Finances et les agences de Fitch, Standard & Poor's, Moddy's, DBRS et Japanese Credit Rating, ensuite le but de la rencontre et enfin la prévision du solde budgétaire du gouvernement du Québec selon l'évaluation la plus précise du moment par le ministère des finances.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-54 Pour les exercices de 2010-2011 à 2015-2016, portant sur les rencontres entre le ministère des Finances et les agences de notation Fitch, Standard & Poor's et Moody's, indiquez

- Les précisions d'informations qu'ont demandées les agences quant aux budgets et selon les années;
- Les précisions d'information qu'ont demandées les agences de notation quant à la mise à jour économique de l'automne 2013, publié le 28 novembre 2013;
- Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences pour l'ensemble de la période;
- Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences de notation pour la mise à jour économique de novembre 2013;
- Le calendrier prévu de 2014 des rencontres à venir entre le ministre des Finances, et le personnel des agences de notation.
- Les exigences budgétaires qu'ont demandées les agences de notation pour que le Québec conserve sa cote de crédit pour l'exercice 2013-2014 à 2015-2016.

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-55 Liste de tous les projets financés dans le cadre de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. Dans le cadre des projets nécessitant des travaux de construction de toute nature, spécifier s'il s'agit d'un contrat de gré à gré ou d'un appel d'offres. Dans le cas des appels d'offres, fournir également la liste des soumissionnaires, le détail de leur soumission et le soumissionnaire retenu.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.

Q-56 État de situation détaillé concernant la mise en place des Fonds d'intervention économique régional (FIER) en spécifiant pour les 4 volets (FIER-soutien, FIER-régions, FIER-partenaires, FIER-partenaires) : a) les FIER qui sont actuellement en place par région ; b) les sommes gouvernementales investies et les sommes des partenaires ; c) les demandes d'accréditation qui sont actuellement à l'étude ; d) le nombre d'entreprises qui, à ce jour, ont reçu une aide financière, le montant de l'aide et le nombre d'emplois créés.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.

Q-57 Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté en page B.160 du plan budgétaire de 2015-2016, détaillé au tableau B.60 et les impacts financiers des nouvelles initiatives gouvernementales annoncées dans le plan budgétaire de 2015-2016 en page B.161, au tableau B.61; présentez pour chacune des années et chacune des initiatives une conciliation entre les deux tableaux qui permet de faire le rapprochement entre ces initiatives et la valeur des investissements espérés, en spécifiant :

- La valeur par initiative de la contribution du secteur privé et municipaux qui permettront d'arriver aux montants des investissements totaux;
- Le nombre de partenaires privés ou municipaux estimé par initiative pour arriver au montant d'investissement prévue;
- Le nombre d'emplois estimé par initiatives sans partenaires privés ou municipaux;
- Le nombre d'emplois total créé estimé avec ce 1,5 milliard d'investissement.

1,5 G\$ d'intervention sur la période 2015-2020

- Le budget 2015-2016 prévoit plusieurs initiatives pour doter la stratégie maritime d'importants leviers fiscaux et financiers pour stimuler les investissements de partenaires privés, publics et institutionnels.
- Globalement, les initiatives prévues représentent une enveloppe d'intervention de plus de 1,5 G\$, dont 1,4 G\$ du gouvernement du Québec et 100 M\$ du Fonds de solidarité FTQ.

Détail des interventions

- Cette enveloppe d'intervention de 1,5G\$ comprend des nouvelles initiatives annoncées dans le budget 2015-2016 et des mesures en cours. Parmi les nouvelles initiatives, citons :
 - Un nouveau programme d'investissements dans les infrastructures portuaires commerciales de 200 M\$ sur 5 ans;
 - une enveloppe de 400 M\$ sur 5 ans pour l'implantation de pôles logistiques au Québec avec l'appui de partenaires (le Fonds de solidarité FTQ y contribue pour 100 M\$);
 - une nouvelle enveloppe de 450 M\$ sur 5 ans pour attirer les investissements privés en misant sur les infrastructures portuaires et logistique du Québec;
 - la prolongation du crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes et la bonification pour les Îles-de-la-Madeleine représentant 55,5 M\$ sur 5 ans;
 - l'engagement de contribuer 76,6 M\$ au financement de projets d'infrastructures touristiques, notamment des projets à Montréal et Québec.

Q-57 Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté... (suite)

INITIATIVES PRÉVUES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2015-2020
(en millions de dollars)

	Montants des interventions
Nouvelles initiatives	
Accélérer les investissements dans les infrastructures portuaires commerciales au Québec	200,0
Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires	400,0
Attirer les investissements privés en misant sur les infrastructures logistiques et portuaires au Québec	450,0
Favoriser l'essor du tourisme maritime	76,6
Prolonger et bonifier le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec	55,5
Soutenir la recherche et l'innovation ⁽¹⁾	15,8
Appuyer le secteur maritime par des initiatives clés	70,0
Coordonner l'action gouvernementale	1,5
Initiatives en cours	
Amélioration des accès routiers au port de Montréal ⁽²⁾	75,0
Incitatifs fiscaux pour la construction ou la rénovation de navires et pour soutenir la création d'emplois dans les régions maritimes ⁽³⁾	109,4
Nouveau programme pour le développement du tourisme maritime et le réaménagement du site Dalhousie à Québec	61,0
TOTAL	1 514,8

(1) Comprend également un montant de 0,8 M\$ annoncé dans le cadre du budget 2014-2015 pour soutenir des projets d'institutions de recherche québécoises reconnues dans le domaine des biotechnologies marines.

(2) Estimations préliminaires avant la réalisation des études concernant les projets d'amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25 et par des travaux dans l'axe du boulevard de l'Assomption.

(3) Comprend les incitatifs fiscaux suivants : déduction additionnelle pour amortissement de 50 % pour la construction ou la rénovation de navires, incitatif pour la création d'une réserve libre d'impôt par les armateurs, crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation de navires et crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec (en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015).

Type d'intervention

- Les initiatives prévues au budget 2015-2016 prendront plusieurs formes. Les sommes suivantes sont prévues au cours des cinq prochaines années, soit :
- 513 M\$ pour des investissements en infrastructure;
 - 300 M\$ pour des prises de participation;
 - 350 M\$ pour de l'appui financier à des entreprises;
 - 100 M\$ pour des travaux de décontamination comptabilisés au passif environnemental du gouvernement;
 - 87 M\$ pour des mesures budgétaires;
 - 165 M\$ pour des mesures fiscales.

Q-57 Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté... (suite)

INVESTISSEMENTS PRÉVUS POUR LA PÉRIODE DE 2015-2020 SELON LE TYPE D'INTERVENTION
(en millions de dollars)

	Montants des interventions	Impact financier sur 5 ans
Investissements dans les infrastructures	512,6	55,1
Prises de participation (dont 100 M\$ du FSTQ)	300,0	—
Travaux de décontamination comptabilisés au passif environnemental du gouvernement	100,0	—
Appui financier aux entreprises	350,0	52,5
Mesures budgétaires	87,3	7,6
Mesures fiscales	164,9	55,5
Total	1 514,8	170,7

Le financement des interventions

- Pour les nouvelles initiatives annoncées dans budget 2015-2016, le gouvernement prévoit des crédits totalisant près de 171 M\$ d’ici 5 ans.
- Cet impact s’explique notamment par le fait que :
 - le financement des investissements en infrastructure est amorti sur plusieurs années (remboursement du capital et intérêt);
 - les prêts nécessitent la prise d’une provision dont le montant est inférieur au niveau de l’intervention;
 - les prises de participation n’ont pas d’impact budgétaire étant donné que le gouvernement acquiert un actif ayant un potentiel de rendement.
- À ces nouveaux crédits s’ajoutent des sommes à même les enveloppes prévues pour les programmes existants.

Q-57 Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté... (suite)

**IMPACT FINANCIER DES NOUVELLES INITIATIVES ANNONCÉES DANS LE BUDGET
2015-2016 POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MARITIME**
(en millions de dollars)

	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	Total
Accélérer les investissements dans les infrastructures portuaires commerciales	-0,3	-1,6	-3,9	-7,5	-12,9	-26,2
Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires	—	—	-0,4	-2,6	-6,4	-9,4
Attirer les investissements privés en misant sur des infrastructures logistiques et portuaires	-10,0	-10,0	-12,5	-12,5	-7,5	-52,5
Favoriser l'essor du tourisme maritime	-0,1	-0,7	-2,1	-8,0	-8,6	-19,5
Crédit d'impôt pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et certaines régions maritimes :						
– Prolongation de 5 ans	—	-1,7	-14,5	-15,3	-15,6	-47,1
– Bonification pour les Îles-de-la-Madeleine	-0,2	-2,0	-2,0	-2,1	-2,1	-8,4
Soutenir la recherche et l'innovation	-1,7	-1,8	-1,8	-0,5	-0,3	-6,1
Appuyer le secteur maritime par des initiatives clés	—	—	—	—	—	—
Coordonner l'action gouvernementale	-1,5	—	—	—	—	-1,5
TOTAL	-13,8	-17,8	-37,2	-48,5	-53,4	-170,7

Ainsi, en tenant compte des nouvelles initiatives et des initiatives en cours (dont le financement est déjà prévu dans le cadre budgétaire), la correspondance entre les montants d'intervention prévus (totalisant 1,5G\$) et leur financement sur la période 2015-2020 est indiqué dans le tableau suivant.

Q-57 Concernant l'investissement de 1,5 milliard de dollars présenté... (suite)

INITIATIVES PRÉVUES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2015-2020
(en millions de dollars)

	Montants des interventions	Impact financier sur 5 ans
NOUVELLES INITIATIVES		
Accélérer les investissements dans les infrastructures portuaires commerciales au Québec	200,0	
• Investissements dans les infrastructures	200,0	- 26,2
Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires	400,0	
• Prises de participations (200 M\$ du gouvernement et 100 M\$ du Fonds de solidarité FTQ)	300,0	—
• Investissements dans les infrastructures	100,0	- 9,4
Attirer les investissements privés en misant sur les infrastructures logistiques et portuaires au Québec	450,0	
• Appui financier aux entreprises – prêts et prises de participation	350,0	- 52,5 ⁽¹⁾
• Décontamination de terrains sous la responsabilité du gouvernement – déjà comptabilisé au cadre financier	100,0	—
Favoriser l'essor du tourisme maritime	76,6	
• Investissements dans les infrastructures	76,6	- 19,5
Prolonger et bonifier le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec	55,5	
• Mesure fiscale	55,5	- 55,5
Soutenir la recherche et l'innovation ⁽²⁾	15,8	
• Mesures budgétaires - nouveaux crédits	6,1	- 6,1
• Mesures budgétaires - autofinancée	9,7	—
Appuyer le secteur maritime par des initiatives clés	70,0	
• Mesures budgétaires - autofinancées	70,0	—
Coordonner l'action gouvernementale	1,5	
• Mesures budgétaires - nouveaux crédits	1,5	-1,5
INITIATIVES EN COURS (aucun impact financier dans le budget 2015-2016)		
Amélioration des accès routiers au port de Montréal ⁽³⁾	75,0	—
• Investissement dans les infrastructures – financement déjà prévu au cadre	75,0	—
Incitatifs fiscaux pour la construction ou la rénovation de navires et pour soutenir la création d'emplois dans les régions maritimes ⁽⁴⁾	109,4	—
• Mesures fiscales – financement déjà prévu au cadre	109,4	—
Nouveau programme pour le développement du tourisme maritime et le réaménagement du site Dalhousie à Québec	61,0	—
• Investissements dans les infrastructures – financement déjà prévu au cadre	61,0	—
TOTAL	1 514,8	-170,7

(1) Montants servant notamment au financement des provisions pour pertes. Ce financement sera complété à même le budget déjà disponible au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.

(2) Comprend également un montant de 0,8 M\$ annoncé dans le cadre du budget 2014-2015 pour soutenir des projets d'institutions de recherche québécoises reconnues dans le domaine des biotechnologies marines.

(3) Estimations préliminaires avant la réalisation des études concernant les projets d'amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25 et par des travaux dans l'axe du boulevard de l'Assomption.

(4) Comprend les incitatifs fiscaux suivants : déduction additionnelle pour amortissement de 50 % pour la construction ou la rénovation de navires, incitatif pour la création d'une réserve libre d'impôt par les armateurs, crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation de navires et crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec (en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015).

SCT-01 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.

Aucun crédit n'est prévu pour financer les dépenses fiscales.

Les **crédits** représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi que des sommes prévues au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds général du fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

Les **dépenses fiscales** ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs formes, par exemple celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt.

SCT-02 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.

Aucun crédit n'est prévu pour financer les dépenses fiscales.

Les **crédits** représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi que des sommes prévues au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds général du fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

Les **dépenses fiscales** ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs formes, par exemple celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt.

SCT-03 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Les ajustements de consolidation n'affectent pas le montant des crédits prévus, c'est-à-dire les dépenses encourues par les différents ministères.

Les dépenses consolidées présentées au budget du gouvernement visent à donner une représentation des dépenses qui seront réalisées avec les particuliers et les entités externes au périmètre comptable du gouvernement.

Ainsi, les ajustements de consolidation, effectués dans le cadre de la production du budget, visent à éliminer les transactions qui seront effectuées entre les ministères et les autres entités du périmètre comptable, afin de ne conserver que celles qui seront réalisées à l'externe.

SCT-04 Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Les ajustements de consolidation n'affectent pas le montant des crédits réellement utilisés, c'est-à-dire les dépenses encourues par les différents ministères. L'utilisation des crédits entraîne donc des dépenses publiques.

Les états financiers consolidés du gouvernement visent, entre autres, à donner une représentation des résultats d'opérations (revenus et dépenses) réalisées avec les particuliers, les entreprises et les autres entités externes au périmètre comptable du gouvernement.

Les ajustements de consolidation, effectués dans le cadre de la production de ces états financiers consolidés, visent à éliminer les transactions effectuées entre les ministères et les autres entités du périmètre comptable, afin de ne conserver que celles réalisées à l'externe.

SCT-05 Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.

- Les tableaux qui suivent présentent la conciliation des données telles que présentées dans les documents budgétaires du ministère des Finances et du Secrétariat du Conseil du trésor. Considérant le contenu de ces documents, la conciliation peut être faite pour les années 2014-2015 et 2015-2016.
 - Les données réelles des années 2012-2013 et 2013-2014, sur une base légèrement différente, sont disponibles dans les Comptes publics. Une copie a été jointe au document.
- Il est important de mentionner que les données présentées dans les documents du Conseil du trésor sont présentées au brut, soit avant l'élimination des opérations réciproques.
- Ainsi, l'écart entre les données présentées dans le Plan budgétaire 2015-2016 et le budget de dépenses 2015-2016 est principalement attribuable aux facteurs suivants :
 - les opérations réciproques entre un même secteur. Par exemple, les échanges entre les fonds spéciaux ou les échanges entre les organismes autres que budgétaires;
 - le service de la dette du fonds de financement qui ne fait pas l'objet de vote de crédits (fonds spéciaux).

Dépenses pour l'année financière 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Fonds spéciaux Budget	Organismes autres que budgétaires Budget	Réseaux	Comptes à fin déterminée	Dépense financé par le régime fiscal	Ajustement de consolidation	Total
Selon le Plan budgétaire 2015-2016								
Dépenses excluant le service de la dette	66 460 000	9 336 000	19 402 000	38 774 000	1 055 000	6 308 000	−53 244 000	88 091 000
Service de la dette	8 331 000	1 432 000	843 000	815 000	—	—	−938 000	10 483 000
Sous-total	74 791 000	10 768 000	20 245 000	39 589 000	1 055 000	6 308 000	−54 182 000	98 574 000
Ajustements								
Opérations réciproques et autres		1 175 000	3 913 000		7 000			
Service de la dette du fonds de financement		−1 334 000						
Dépenses selon le budget de dépenses du CT ⁽¹⁾	74 791 000	10 609 000	24 158 000	39 589 000	1 062 000	N/D	N/D	N/D

(1) Les montants sont arrondis.

Dépenses pour l'année financière 2014-2015

(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Fonds spéciaux Budget	Organismes autres que budgétaires Budget	Réseaux	Comptes à fin déterminée	Dépense financée par le régime fiscal	Ajustement de consolidation	Total
Selon le Plan budgétaire 2015-2016								
Dépenses excluant le service de la dette	65 704 000	8 694 000	18 523 000	38 354 000	1 182 000	6 649 000	−52 329 000	86 777 000
Service de la dette	8 164 000	1 372 000	919 000	842 000	—	—	−964 000	10 333 000
Sous-total	73 868 000	10 066 000	19 442 000	39 196 000	1 182 000	6 649 000	−53 293 000	97 110 000
Ajustements								
Opérations réciproques et autres		1 071 000	3 866 000		8 000			
Service de la dette du fonds de financement		−1 284 000						
Dépenses selon le budget de dépenses du CT ⁽¹⁾	73 868 000	9 852 000	23 308 000	39 196 000	1 190 000	N/D	N/D	N/D

(1) Les montants sont arrondis.

Informations par secteurs de reddition de comptes (suite)

AU 31 MARS 2014

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés par secteurs
(en millions de dollars)

	Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾				
	Fonds général ⁽²⁾	Dépenses financées par le régime fiscal ⁽³⁾	Entreprises du gouvernement ⁽⁴⁾	Fonds spéciaux ⁽⁵⁾	Comptes à fin déterminée ⁽⁶⁾
REVENUS					
Impôt sur le revenu et les biens	29 433	6 122		1 845	
Taxes à la consommation	16 607	195		2 385	
Droits et permis	314			1 524	
Revenus divers	1 458			1 485	198
Autres sources de revenus			5 430		
Dividendes versés par les entreprises	4 265		(4 265)		
Total des revenus autonomes	52 077	6 317	1 165	7 239	198
Transferts du gouvernement du Québec				1 973	
Transferts du gouvernement fédéral	16 528			545	813
Total des revenus	68 605	6 317	1 165	9 757	1 011
DÉPENSES					
Santé et services sociaux	31 088	471		1 570	162
Éducation et culture	17 319	390		101	76
Économie et environnement	5 271	1 649		4 660	696
Soutien aux personnes et aux familles	6 313	3 155		367	8
Gouverne et justice	4 331	652		1 557	69
Sous-total	64 322	6 317	—	8 255	1 011
Service de la dette	8 434			1 204	
Total des dépenses	72 756	6 317	—	9 459	1 011
SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL	(4 151)	—	1 165	298	—

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS 2013-2014

ANNEXE 2

Fonds des générations ⁽⁷⁾	Organismes autres que budgétaires ⁽⁸⁾	Organismes du réseau de la santé et des services sociaux ⁽⁹⁾	Organismes des réseaux de l'éducation ⁽⁹⁾	Ajustements de consolidation ⁽¹⁰⁾	Résultats consolidés
	68		1 793	604	39 865
	118			(2 170)	17 135
	417			(57)	2 198
	5 808	2 331	1 580	(3 928)	8 932
1 121					6 551
					—
1 121	6 411	2 331	3 373	(5 551)	74 681
	11 965	20 660	11 652	(46 250)	—
	985	113	170	(604) ⁽¹¹⁾	18 550
1 121	19 361	23 104	15 195	(52 405)	93 231
	11 321	22 744		(31 754)	35 602
	479		14 781	(12 526)	20 620
	3 463			(3 880)	11 859
	181			(481)	9 543
	2 758		1	(2 656)	6 712
—	18 202	22 744	14 782	(51 297)	84 336
	1 074	342	492	(948)	10 598
—	19 276	23 086	15 274	(52 245)	94 934
1 121	85	18	(79)	(160)	(1 703)

Informations par secteurs de reddition de comptes (suite)
AU 31 MARS 2013

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés par secteurs
(en millions de dollars)

	Fonds consolidé du revenu				
	Fonds général ⁽¹⁾	Dépenses financées par le régime fiscal ⁽²⁾	Entreprises du gouvernement ⁽³⁾	Fonds spéciaux ⁽⁴⁾	Comptes à fin déterminée ⁽⁵⁾
REVENUS					
Impôt sur le revenu et les biens	29 269	5 778		1 813	
Taxes à la consommation	15 583	236		2 211	
Droits et permis	451			1 295	
Revenus divers	1 448			1 302	225
Autres sources de revenus			3 232		
Dividendes versés par les entreprises	2 870		(2 870)		
Total des revenus autonomes	49 621	6 014	362	6 621	225
Transferts du gouvernement du Québec				1 882	
Transferts du gouvernement fédéral	15 707			160	873
Total des revenus	65 328	6 014	362	8 663	1 098
DÉPENSES					
Santé et services sociaux	30 104	437		1 029	190
Éducation et culture	16 617	281		79	94
Économie et environnement	5 434	1 477		4 076	280
Soutien aux personnes et aux familles	6 186	3 055		316	10
Gouverne et justice	3 906	764		1 459	524
Sous-total	62 247	6 014	—	6 959	1 098
Service de la dette	7 766			1 047	
Total des dépenses	70 013	6 014	—	8 006	1 098
SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL	(4 685)	—	362	657	—

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS 2012-2013

Fonds des générations ⁽⁶⁾	Organismes autres que budgétaires ⁽⁷⁾	Organismes du réseau de la santé et des services sociaux ⁽⁸⁾	Organismes des réseaux de l'éducation ⁽⁸⁾	Ajustements de consolidation ⁽⁹⁾	Résultats consolidés
	66		1 584	562	39 072
	119			(2 070)	16 079
	395			(57)	2 084
	5 683	2 596	1 522	(3 724)	9 052
961					4 193
					—
961	6 263	2 596	3 106	(5 289)	70 480
	11 316	20 185	11 472	(44 855)	—
	1 087	121	185	(616) ⁽¹⁰⁾	17 517
961	18 666	22 902	14 763	(50 760)	87 997
	10 555	22 502		(30 643)	34 174
	482		14 266	(12 291)	19 528
	3 520			(3 471)	11 316
	184			(482)	9 269
	2 590			(2 857)	6 386
—	17 331	22 502	14 266	(49 744)	80 673
	1 140	344	506	(964)	9 839
—	18 471	22 846	14 772	(50 708)	90 512
961	195	56	(9)	(52)	(2 515)